

RENCONTRES POUR LA



PAIX

Belgique – België

P.P. – P.B.
1360 PERWEZ
BC30219

P701049

Bulletin interne de liaison des « Rencontres pour la Paix »

Éditeur responsable : Jean Verstappen – 010 84 21 13

Siège : **Rue d'Incourt, 3 – 1370 Dongelberg**

Édito

- La nouvelle confrontation se durcit dangereusement

Europe – États-Unis

- Les USA en faillite ?
- Derrière les 400 Américains les plus riches, les inégalités explosent
 - Quand la science découvre le 1 % qui dirige l'économie
- Le Trésor américain accusé d'avoir vendu le monde aux banquiers
 - JP Morgan réclame des régimes autoritaires en Europe

Proche et Moyen-Orient

- Aram Karabet : « La révolution syrienne a échappé aux Syriens »
 - Intervention militaire en Syrie : la stratégie du chaos
 - Témoignage d'une syrienne chrétienne
- SYRIE – Le front d'Israël, de l'Otan et de la Ligue arabe

Afrique centrale

- RD Congo – Rwanda – Kampala : Au sommet de l'hypocrisie ?
- New York : Ban Ki-Moon confirme les tirs du M23 sur le Rwanda
 - RD Congo – Belgique : Vous avez dit « plan Marshall » ?
 - Ressources naturelles de la Rép. dém. du Congo
- Les transnationales occidentales sèment la mort en Afrique centrale
 - L'appareil de Bush impliqué dans le génocide au Zaïre
- Le Congrès américain s'intéresse enfin à l'holocauste dans l'Afrique des Grands Lacs
 - Souffrances et désespoir en Rép. dém. du Congo

Vietnam

- Un enfant de l'Oncle Ho

DÉSARMEMENT
SOLIDARITÉ
COOPÉRATION

Au début de ce mois de septembre 2013, les menaces d'intervention militaire en Syrie et les risques d'un conflit généralisé ont pesé lourdement sur la politique internationale.

Obama, Hollande et Cameron étaient à la pointe du combat pour une intervention en Syrie en étant soutenu spécialement par la Turquie, le Qatar et Israël. Mais, heureuse surprise, l'opinion publique internationale réagit immédiatement.

Le premier à lâcher fut Cameron. La Russie développa une diplomatie intelligente et solide. Obama, déjà empêtré dans des guerres difficiles et une crise d'endettement dangereuse pour les finances publiques, a entrepris des négociations avec la Russie et momentanément les risques de guerre sont écartés. Et le vote à l'unanimité du Conseil de sécurité de ce 27 septembre 2013 peut permettre une fin à ce conflit meurtrier.

Mais Hollande et Fabius, sous la pression de la Turquie, du Qatar et d'Israël, restent mobilisés sur le front des combats en assurant une aide matérielle et militaire à l'opposition officiellement reconnue mais de plus en plus divisée.

Il faut agir pour qu'une paix durable s'installe au Proche-Orient. L'appel clair et explicite du pape François ainsi que les réactions d'une majorité de la population contre l'intervention militaire vont dans ce sens.

La nouvelle confrontation se durcit dangereusement

Depuis le début des années 2000, l'économie mondiale est à nouveau divisée entre des pays à orientations sociales contradictoires et concurrentes.

Ce sont d'une part les « pays émergents » et d'autre part les pays qui ont établi un monde unipolaire dès 1991. Actuellement, les pays émergents se regroupent. Parmi eux s'est formé le Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui concurrence directement l'économie des pays occidentaux et s'y oppose politiquement.

Fin août dernier, lors de la réunion du G20 à Saint-Petersbourg, la cassure entre ces deux options est clairement apparue, tant sur les plans financier et économique que sur le plan de la politique internationale.

Cette confrontation s'internationalise de plus en plus au détriment de l'offensive mondiale de l'ultralibéralisme des groupes financiers.

Le vrai problème est là. Cette confrontation se règle-t-elle dans une coopération et sécurité mondiale ? Ou bien les groupes militaro-politiques de l'ultralibéralisme vont-ils militariser cette confrontation au risque d'une 3^e Guerre mondiale qui serait la fin de notre civilisation ?

Malheureusement une telle perspective se dégage de la réunion du G20 où l'option militarisée a été choisie par les présidents Obama et Hollande alors que le premier est prix Nobel de la Paix et le second se déclare politiquement socialiste.

Le conflit syrien cristallise actuellement cette confrontation mondiale. Qu'on le qualifie de « guerre civile » ou de « guerre d'agression », il est le point de friction entre les pays qui recherchent la négociation et la coopération et ceux qui veulent la confrontation directe, même militaire.

Pourquoi des guerres ?

Il faut sans cesse rappeler que les causes de toutes les guerres sont toujours économiques. Les conflits ethniques et religieux ne sont que le prétexte, l'argumen-

tation et le discours de ceux qui cherchent à justifier des stratégies de pression militaire ou allant jusqu'à l'agression d'États souverains ou de guerres régionalisées.

Tout système économique s'organise sur deux éléments contradictoires : le capital et le travail. Dans une société démocratique, cette contradiction se résout dans le développement de l'intérêt général contre les intérêts privés prédateurs quels qu'ils soient.

Pour réaliser cette perspective socio-économique démocratique, le pouvoir politique doit donner la priorité au développement de l'intérêt général de tous et maintenir une concertation sociale efficace. C'était le rêve des fondateurs de la Communauté européenne.

Tandis que dans le capitalisme anglo-saxon les groupes financiers orientent le pouvoir politique dans un développement du socio-économique dans son intérêt exclusif pour obtenir un profit maximum au détriment de l'intérêt général des populations. C'est le néolibéralisme qui depuis 1980 veut mondialiser son modèle socio-économique. Dans cette perspective, les groupes financiers utilisent des organisations internationales comme la Banque mondiale, le FMI et l'OMC... Cette stratégie est coordonnée par des comités confidentiels tels que la « Table ronde des industriels européens », la « Trilatérale » et, le principal, le « groupe de Bilderberg ».

La Commission européenne elle-même est devenue progressivement une structure de dérégulation, de libéralisation, de privatisation et de délocalisation... C'est la fin du rêve européen.

La nouvelle confrontation

L'objectif commun de ces groupes et organisations économique-politiques est de parvenir à un pouvoir sans contrainte pour les groupes financiers et des structures étatiques réduites au strict minimum.

Cette prise de pouvoir par les groupes financiers est actuellement devenue possible grâce à la crise éco-

nómico-financière qui a éclaté en 2008 et qui a été conçue et organisée par les groupes financiers et leurs états-majors politiques depuis 2002 (voir Paix 29 et 30).

Depuis 2000, avec le redressement de la Russie, le rapide développement de la Chine et l'émergence économique de divers pays, particulièrement en Amérique latine, le monde est devenu polycentriste. Mais de nouveaux regroupements s'opèrent ou se sont déjà opérés : le groupe de Shanghai, le Brics, le Mercosur mais aussi l'Apec et le grand marché transatlantique. En outre, le printemps arabe provoque des révoltes parmi les populations du Proche et Moyen Orient et crée une déstabilisation dangereuse.

Une résistance à l'offensive ultralibéraliste ?

Il en résulte une nouvelle confrontation socio-économique qui se développe sur le plan mondial. D'une part les pays dont l'orientation socio-économique est influencée par les groupes financiers. Et d'autre part, les pays qui recherchent prioritairement l'intérêt général des populations et des États. Cette confrontation devient de plus en plus aiguë spécialement entre les États-Unis et l'Union européenne d'une part et Cuba, le Venezuela, le Vietnam mais surtout la Russie et la Chine d'autre part. Il se recrée ainsi un monde bipolaire que les groupes financiers cherchent par tous les moyens – économiques, politiques et militaires – à déstabiliser pour refaire un monde unipolaire à leur profit exclusif. Ceux-ci comptent bien submerger les pays émergents par un tsunami ultralibéraliste détruisant les structures étatiques de ces pays. Mais actuellement, la Chine et la Russie résistent sur tous les plans et même contre-attaquent économiquement et politiquement. C'est pourquoi les États-Unis, spécialement avec l'Union européenne et l'Otan, visent particulièrement la « Russie de Poutine ». Ils recherchent, par des pressions intérieures qu'ils manipulent, à refaire l'opération Eltsine de 1991 tout en gardant évidemment les pressions militaires extérieures comme la barrière anti-missiles et la guerre en Syrie.

Mais l'échec du « printemps arabe » en Syrie déstabilise davantage le Proche et Moyen Orient et augmente toutes les contradictions internes du monde occidental.

Les défis existentiels

Cette confrontation entre pays à orientations sociales différentes sera d'autant plus aiguë que la croissance socio-économique quantitative mondiale est devenue impossible et que la société humaine elle-même doit faire face à des défis qui mettent son existence en péril.

D'abord la diminution constante des ressources naturelles exploitables. Certains métaux commencent déjà à manquer... Il faut trouver des énergies renouvelables et non polluantes mais le système économique, dans sa recherche du profit maximal et immédiat, s'y refuse ? Dès lors, c'est la guerre pour les matières pre-

mières. C'est pourquoi l'actuel modèle mondial de développement est remis en cause et ce dans tous les pays quel que soit leur régime socio-économique. Mais les dirigeants des groupes financiers et leurs états-majors politico-militaires sont opposés à tout changement du modèle économique ultralibéraliste. Ils préfèrent provoquer des conflits et des guerres régionales pour s'approprier directement ou par régimes téléguidés des régions riches en matières premières.

C'est le cas en Asie, surtout en Asie centrale et au Moyen Orient. Mais c'est aussi le cas dans toute l'Afrique et particulièrement en Afrique centrale. Dans cette région, dès 1990, les groupes financiers anglo-saxons ont entrepris une guerre de conquête. Après avoir pris le contrôle du Rwanda, ils ont mené au Congo-Zaïre une guerre d'agression. Et dans l'Est de la RDC, des conflits existent toujours pour le contrôle des matières premières, principalement au Kivu. Dans cette région, depuis 1990, le nombre des victimes dans la population dépasse largement les dix millions.

Ces politiques militarisées déstabilisent une région où les groupes financiers se concurrencent par personnes interposées. Les multinationales en profitent pour piller la région et enrichir les fonds financiers offshore. Au fur et à mesure de la diminution constante de ces richesses naturelles, les risques de conflits et de guerres internationales augmentent rapidement.

Un autre défi est la surpopulation mondiale en constante augmentation, spécialement en Inde, en Afrique et en Chine. De nombreuses populations souffrent de sous-alimentation et ne peuvent survivre dans les conditions actuelles. L'aide internationale a permis de remédier partiellement à ces problèmes mais reste insuffisante devant la volonté des groupes financiers de continuer à pratiquer une croissance quantitative.

Sur le plan mondial, la superficie des terres arables a fortement diminué. La culture intensive et les monocultures ainsi que le changement climatique en sont les causes principales. En outre, les monocultures de plus en plus nombreuses prennent la place des cultures paysannes qui alimentaient les populations locales.

Jusqu'à présent, aucun G20 n'a abordé ces questions essentielles. Les Nations Unies sont également impuissantes et ne peuvent que constater l'aggravation de ces problèmes. Ce sont les groupes financiers et leurs états-majors politico-militaires qui décident dans leur intérêt exclusif.

Perspectives

Pour surmonter l'ensemble de ces contradictions fondamentales, une seule et unique solution : une coopération socio-économique internationale.

Pour promouvoir celle-ci, la Russie et les États-Unis, les deux superpuissances militaires, devraient jouer un rôle primordial. Avoir une telle coopération en faveur de la paix et de la défense de l'intérêt général de toutes les populations va à l'encontre des intérêts des

groupes financiers de Wall Street et la City.

Il faudrait donc établir un rapport de force qui oblige les groupes financiers à accepter un autre type de croissance dans un autre type de société. Un tel rapport de force ne peut se construire que dans un monde multipolaire où les forces économique-politiques s'équilibrent sous la direction des Nations Unies qui devraient subir une réforme en profondeur.

Le groupe de Shanghai devient un pôle qui s'étend et se consolide.

Mais une telle perspective va actuellement à l'encontre des intérêts et des stratégies des groupes financiers. Ceux-ci, pour l'éviter, mènent de front une double stratégie afin de construire une économie ultralibéraliste mondialisée sans aucune contrainte étatique.

D'une part, les pays de la zone ultralibéraliste investissent dans des pays émergents afin de s'y implanter.

D'autre part, ils cherchent à en déstabiliser les pouvoirs politiques et à affaiblir les structures étatiques.

L'objectif principal de cette double stratégie est la Russie. Le conflit syrien est une guerre par procuration comme l'a déclaré la députée européenne Véronique De Keyser. Les événements de ces dernières semaines montrent bien les enjeux de cette guerre syrienne.

Si la Syrie tombe dans le chaos, comme en Lybie, les djihadistes islamiques sont devant un boulevard pour déstabiliser les régions du Nord Caucase et d'y établir leur « émirat islamique du Caucase », principal objectif des wahabites saoudiens. Cette stratégie convient aussi parfaitement à la Turquie qui espère récupérer les territoires kurdes de Syrie et d'Irak, comme à Israël qui y voit le moyen d'occuper et de coloniser l'ensemble du Golan et de consolider la colonisation des territoires palestiniens.

Sous la pression des groupes financiers de Wall Street,

le président Obama s'était engagé dans cette voie avec la complicité ouverte de François Hollande, de David Cameron et de l'actuelle Ligue arabe dominée par le Qatar.

Mais la résistance à l'Onu de la Russie et de la Chine, mais aussi la situation désastreuse des finances US ont contraint Obama à la négociation avec la Russie. Le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité une résolution obligeant la Syrie à détruire ses armes chimiques dans l'espace d'un an et de convoquer en novembre à Genève toutes les parties au conflit syrien pour arriver à un accord de paix.

Mais qui représentera l'opposition à Bachar El Assad ? L'Armée libre syrienne a perdu la moitié de ses effectifs au profit de la mouvance djihadiste et des groupes d'Al Quaida devenus largement majoritaires.

La confrontation mondiale entre deux systèmes socio-économiques se poursuivra malgré les difficultés économique-financières des USA et de la dislocation possible de la zone Euro. L'ensemble de ces problèmes de la zone ultralibérale n'inquiète pas les groupes financiers de Wall Street et de la City. Bien au contraire, toute déstabilisation favorisera la stratégie anti-étatique.

Nos dirigeants politiques toujours préoccupés par des échéances électorales négligent totalement ces problèmes fondamentaux. Et si d'aventure un dirigeant plus indépendant les évoque, il se fait vite rappeler à l'ordre.

Est-il encore possible qu'une majorité de pays, lors d'une assemblée générale de l'Onu, puisse redresser les orientations politiques pour établir un autre type de croissance économique dans un autre type de société afin de répondre aux défis existentiels qui menacent l'humanité ?

Jean Verstappen



RENCONTRES POUR LA PAIX

Siège :
Rue d'Incourt, 3 - 1370 Dongelberg

rencontres.paix@yahoo.fr

Sans aucun subside, « Rencontres pour la Paix » fonctionne grâce au travail de militants bénévoles. Vous pouvez les soutenir en versant votre contribution sur le compte 191-3549082-12 des Éditions Rencontres ASBL à 1315 Incourt avec la mention « Rencontres pour la Paix ».

Les USA en faillite ?

L'absence d'accord au sein du Congrès américain sur la loi de financement provoque l'arrêt de tout paiement par l'administration fédérale. Les groupes financiers de Wall Street obtiennent une double victoire: d'une part ils affaiblissent l'administration fédérale, d'autre part ils bloquent la loi sur « l'assurance maladie pour tous ». Il est impossible de dire actuellement si le blocage perdurera ou non. Mais depuis le 1er octobre 900 000 fonctionnaires fédéraux sont licenciés sans solde. Étant donné cette crise, le président Obama ne sera pas présent au sommet de l'« APEC » (Asie/Pacifique) à Bali (Indonésie) et n'y rencontrera pas le président Poutine comme prévu. La délégation du Congrès américain qui devait discuter à Bruxelles du futur traité transatlantique ne viendra pas. C'est l'occasion pour nos dirigeants politiques et spéciale-

ment les eurodéputés d'encore bien réfléchir aux conséquences néfastes de ce grand marché transatlantique.

En réalité, il s'agit d'une question fondamentalement plus grave et dangereuse pour les USA. Le vrai problème est l'énorme endettement du pays: 350 % du PIB ce qui représente un quart de la dette mondiale. En outre, chaque mois, la dette fédérale augmente de 85 milliards de dollars. Cet endettement n'est pas seulement une menace pour les USA mais aussi pour l'économie mondiale. Il serait intéressant de connaître la liste des créanciers de la dette mondiale et le rôle joué par la Banque d'affaires Goldman Sachs et le Groupe de Bilderberg. Par ailleurs la situation sociale s'aggrave constamment. En voici quelques exemples significatifs!

Derrière les 400 Américains les plus riches, les inégalités explosent

Le Monde. fr – 16.09.2013 – **Stéphane Lauer**

Au moment où chacun tire un bilan de la crise financière, cinq ans tout juste après la faillite de la banque Lehman Brothers, le palmarès des Américains les plus riches, publié lundi 16 septembre par le magazine *Forbes*, donne un éclairage instructif sur les principaux bénéficiaires de la reprise. Alors qu'aux États-Unis le taux de chômage peine à reculer et que les salaires stagnent, la fortune des 400 Américains les plus fortunés n'a jamais été aussi importante. En 2012, elle a passé la barre des 2 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB de la Russie. C'est 300 milliards de dollars de plus qu'en 2011 et plus du double qu'il y a dix ans, constate *Forbes*.

On peut lire ce palmarès comme un bottin mondain, en pointant ceux qui gagnent des places (Bill Gates, Warren Buffett, Carl Icahn ou Mark Zuckerberg) et ceux qui en perdent. Les aléas du classement, en somme. Mais l'enseignement le plus précieux est que, pour cette catégorie des 400 plus riches, la crise financière n'est qu'un lointain souvenir du point de vue de leur fortune, puisque celle-ci est globalement supérieure à ce qu'elle était en 2007.

Trois facteurs ont contribué à rendre les plus riches encore plus riches. La hausse de la Bourse, d'abord. Le Dow Jones a plus que doublé depuis 2009. L'économie sort de sa convalescence, mais surtout, la Bourse a bénéficié d'un afflux de liquidités sans précédent grâce aux politiques accommodantes de la Banque centrale américaine. Or 90 % des actions aux États-Unis sont détenues par les 10 % les plus riches. Deuxième facteur, la reprise des prix de l'immobilier, qui a créé un effet richesse, dont les plus fortunés ont été les principaux bénéficiaires. Enfin l'augmentation des profits des entreprises a permis de distribuer des dividendes généreux, tandis que la montagne de cash qu'elles ont accumulé les a incitées à racheter leurs propres actions, pour ensuite les annuler et augmenter ainsi mécaniquement la valeur de la part des actionnaires.

UNE PART GRANDISSANTE DE LA RICHESSE NATIONALE

Dans la dernière édition de leur étude sur les inégalités aux États-Unis, les économistes Emmanuel Saez et Thomas Piketty notent que 1 % des Américains les plus riches captent un cinquième du revenu total de la nation. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 1913, date de la création par le gouvernement américain d'un impôt sur le revenu. Dans cette analyse, parue début septembre, M. Saez, économiste à l'université de Berkeley (Californie), explique que la Grande récession n'a que temporairement affecté les revenus les plus élevés et qu'elle n'a pas remis en question la part grandissante qu'ils occupent dans la richesse nationale depuis les années 1970. Le revenu des 0,01 % les plus riches a augmenté de plus de 32 % rien qu'en 2012. Les 1 % les plus privilégiés ont vu leur richesse plonger de 36 % pendant la récession, pour ensuite augmenter de 31 % en moyenne au cours de la reprise.

Les Américains sont donc loin d'être tous égaux face à la reprise. Pour les 99 % autres pour cent, le revenu a plongé de 12 %, mais ne s'est regonflé que de 0,4 % depuis. C'est-à-dire que le pourcentage le plus privilégié a capté 95 % des gains de la reprise, pointe encore M. Saez. Pis, quand on affine le panel, on se rend compte que 0,1 % des plus riches (ceux qui ont un revenu annuel supérieur à 1,9 million de dollars) ont capté plus de 60 % des gains de la reprise.

À titre indicatif, pour entrer dans le classement de Fortune, il faut gagner au minimum 1,3 million d'euros.

Quand la science découvre le 1 % qui dirige l'économie

Trois chercheurs suisses ont récemment décortiqué le réseau mondial des multinationales en se servant d'une base de données de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) regroupant plus de 30 millions d'acteurs du marché économique. Les scientifiques sont parvenus à une synthèse en les regroupant sous forme d'un réseau de 43 060 multinationales. Leurs rapports de force mutuels furent également reconstitués par l'angle de la propriété : une entreprise possédant plus de 50 % des parts d'une autre est considérée comme en détenant le contrôle.

Le réseau qui apparaît détient une structure générale assez commune dans les systèmes naturels : certains acteurs sont des points de convergence de pouvoir, alors que d'autres ne sont qu'en périphérie et n'exerce que peu de contrôle sur les autres. Ce phénomène connu comme « le riche devient plus riche » n'a pas étonné les chercheurs. Un gros acteur économique attire forcément les nouveaux arrivants. Ce qui les a le plus frappé est la découverte d'un autre phénomène appelé le « club des riches ». Au cœur du réseau, 1 318 entreprises apparaissent comme plus fortement connectées entre elles et forment un noyau central. Ce noyau s'avère détenir la majorité (60 %) de l'industrie mondiale par le jeu des actions boursières. Pire encore, 147 entreprises sont encore plus interconnectées et « dirigent » le noyau. Ce 1 % de la totalité du marché mondial, contrôle à lui seul près de 40 % du cœur de l'éco-

nomie actuelle. Mais quelles sont ces entreprises ? Que produisent-elles ? Et bien elles ne produisent rien du tout sur le plan physique. Ce ne sont que des intermédiaires financiers. On y retrouve des noms bien connus en ces temps de crise : Barclays, JP Morgan, Goldman Sachs...

La question posée par ce travail scientifique était à l'origine de déterminer s'il existait une « tête » au système financier actuel. Le noyau découvert par les chercheurs y ressemble beaucoup. Toutefois, ceux-ci mettent en garde face à l'idée d'y voir une conspiration. Pour eux, ces entreprises ne sont que des acteurs guidés par les lois du marché et qui se sont retrouvés dans cette configuration sans nécessairement se coordonner consciemment entre elles. Pas de conspiration donc, juste un système économique défectueux. En effet, si cette architecture profite à quelques-uns, elle rend l'ensemble de l'économie de plus en plus instable. Cette concentration de 147 entreprises a des faux airs de foyer épileptique. Quoi faire ? Nos chercheurs proposent de commencer par réguler cette hyperconnectivité par le biais de taxes transnationales. Toutefois, au-delà d'appeler à une telle régulation, ces résultats démontrent la dimension systémique de la crise actuelle. Plus question de tenter d'expliquer les fluctuations chaotiques de la bourse à partir des faits proposés par l'actualité. Il est désormais temps de prendre du recul et comprendre pourquoi le système économique, dans sa structure même, demande à changer.

Le Trésor américain accusé d'avoir vendu le monde aux banquiers

Philippe Vion-Dury 

Lorsqu'il a obtenu ce mémo, l'écrivain et journaliste d'investigation américain Greg Palast « n'arrivait simplement pas à y croire ». Selon lui, ce document – qu'il affirme authentique – est digne des pires théories complotistes :

« À la fin des années 1990, les hauts fonctionnaires du Trésor américain ont conspiré en secret avec une petite cabale de gros bonnets du secteur bancaire pour tailler en pièces la régulation financière dans le monde entier. »

Greg Palast ne précise pas comment il a authentifié le document, mais avec sa longue carrière d'enquêteur pour des cabinets d'audit antitrust et anticorruption, et de nombreuses investigations pour la BBC, The Observer et The Guardian, il ne fait aucun doute que ses preuves sont solides.

Une cabale politico-financière

Ce mémorandum ne serait donc rien de moins que la genèse de la crise financière mondiale et du « sang et des larmes » qui en ont coulé.

Daté du 24 novembre 1997, son auteur Timothy F. Geithner écrit à son « boss », le secrétaire adjoint au Trésor américain, Larry Summers, à propos des dernières tractations à l'OMC :

« Alors que nous entrons dans la dernière ligne droite des négociations à l'OMC sur le commerce des services, je pense que ce serait une bonne idée pour vous d'en tou-

cher un mot avec les PDG des principales banques et sociétés boursières qui ont suivi de près les négociations. »

Timothy Geithner transmet ensuite la liste des numéros des cinq PDG les plus puissants de la planète (d'alors) : Bank of America, Goldman Sachs, ou encore JP Morgan figurent au tableau.

Le but de ces entretiens téléphoniques : préparer la dérégulation – ou ouvrir la boîte de Pandore, selon le point de vue.

Geithner assure ensuite que les estimations quant au succès des négociations peuvent être – « prudemment » – interprétées comme étant « optimistes ». Il ajoute que les entreprises du secteur sont « largement satisfaites avec les grandes lignes de l'accord ».

Acte I : briser la régulation

De quoi ont-ils tous discuté après, le mémo ne le précise pas. Mais Greg Palast explique la suite des événements qu'il présente comme un « coup d'État financier global » pour déréguler d'un seul coup toutes les banques à travers le monde – et les placer sous la domination des vautours américains.

Il fallait d'abord briser le mur entre banque de dépôt et banque d'investissement instauré par le Glass-Steagall Act de 1933 – et censé empêcher une nouvelle « Grande Dépression ». Cela tombe bien : en 1997, le mur est déjà très poreux et les exceptions à la règle pleuvent.

Le Trésor américain, de son côté, fait rempart à toute tentative de régulation des produits dérivés financiers. Dans la foulée, le président Clinton déclarera que la loi « Glass-Steagall Act n'est plus appropriée ». Deux ans plus tard, son abrogation signifiera le début du règne de la dérégulation financière.

Acte II : briser les frontières

L'acte deux est plus délicat et franchement machiavélique, comme l'explique le journaliste :

« Mais pourquoi donc transformerait-on les banques américaines en casinos à produits dérivés si l'argent s'enfuit vers des nations où les lois bancaires sont plus sûres ? La réponse conçue par le top 5 bancaire : éliminer les contrôles sur les banques dans toutes les nations de la planète – d'un seul coup. C'était aussi brillant que terriblement dangereux. »

Le Trésor américain à la solde du lobby bancaire s'est donc servi des négociations sur le nouvel accord de l'OMC. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) sera conclu en décembre 1997, un mois après le mémo, et entrera en vigueur en 1999.

Alors que l'OMC ne prenait en compte jusque-là que les marchandises, l'AGCS pave la voie au commerce d'instruments et actifs financiers qui seront largement responsables de la crise actuelle.

La boîte de Pandore est maintenant grande ouverte :

« Parmi les célèbres transactions légalisées : Goldman Sachs (le secrétaire du Trésor Rubinen avait été vice-président) a travaillé avec la Grèce sur un swap d'obligation qui, finalement, a détruit cette nation.

L'Équateur, une fois son secteur bancaire dérégulé et dé-

moli, a été ravagé par des émeutes.

L'Argentine a dû vendre ses entreprises pétrolières et ses réseaux d'approvisionnement en eau alors que ses professeurs cherchaient leur subsistance dans les poubelles. »

Les joueurs, eux, n'ont pas connu la crise

Pour l'auteur, Larry Summer est le « serpent » et Geithner son « valet » chargé de « transformer les accords en bélier pour les banquiers ». Comble du cynisme, il souligne le parcours professionnel des différents acteurs impliqués dans la manœuvre :

- **Robert Rubin**, secrétaire au Trésor en 1997, a pris la tête du Citigroup dont la création a été permise par la dérégulation de la finance. Alors que cette « monstruosité financière » a coulé en 2008 suite à une chute de son action de 70 %, Rubin a tiré son épingle du jeu avec 100 millions d'euros sous le bras ;
- **Larry Summers** remplace son mentor Robert Rubin à la tête du Trésor américain sous l'administration Clinton. Il prend ensuite la tête de Harvard tout en travaillant en tant que conseiller pour des « hedge funds » et en donnant des conférences à 135 000 dollars pour JP Morgan, Goldman Sachs et d'autres, accroissant sa fortune de quelque 23 millions d'euros. Il devient en 2009 un des conseillers spéciaux d'Obama et prend la tête du Conseil économique national. Il est maintenant pressenti pour prendre la tête de la Réserve fédérale américaine.

Greg Palast relativise cependant l'importance du mémo : « Est-ce que tout ce mal et cette souffrance proviennent d'un seul mémo ? Non, bien entendu : le mal était la partie elle-même, jouée par la clique des banquiers. Le mémo révèle seulement leur tactique de jeu pour mettre échec et mat. »

Attention danger, selon Stefan Steinberg dans un billet du World Socialist Web Site, la banque américaine appelle purement et simplement à l'avènement de la dictature en Europe.

JP Morgan réclame des régimes autoritaires en Europe

Par Stefan Steinberg
19 juin 2013

Dans un document publié à la fin du mois de mai, le géant des banques d'investissement américain JP Morgan Chase réclame l'abrogation des constitutions démocratiques bourgeoises établies après la Seconde Guerre mondiale dans une série de pays européens et la mise en place de régimes autoritaires.

Le document de 16 pages a été réalisé par le groupe Europe Economic Research de JP Morgan et est intitulé « L'ajustement de la zone euro – bilan à mi-parcours. » Le document commence par faire remarquer que la crise de la zone euro a deux dimensions.

Pour commencer, il affirme que des mesures financières sont nécessaires pour garantir que les principales institutions d'investissement comme JP Morgan puissent continuer à engranger d'énormes bénéfices de leurs activités spéculatives en Europe. Ensuite, les auteurs soutiennent qu'il est nécessaire d'imposer des « réformes politiques » destinées à supprimer l'opposition aux mesures d'austérité massivement impopulaires qui sont appliquées au nom des banques.

Le rapport exprime sa satisfaction vis-à-vis de l'applica-

tion par l'Union européenne d'un certain nombre de mécanismes financiers visant à garantir les intérêts bancaires. À cet égard, l'étude souligne que la réforme de la zone euro en est pratiquement à mi-chemin. Mais le rapport réclame aussi davantage d'action de la part de la Banque centrale européenne (BCE).

Depuis l'éruption de la crise financière mondiale de 2008, la BCE débloque des milliers de milliards d'euros en faveur des banques pour leur permettre d'effacer leurs créances douteuses et de redémarrer une nouvelle série de spéculations. En dépit d'une pression grandissante venant des marchés financiers, le chef de la BCE, Mario Draghi a déclaré l'été dernier qu'il ferait le nécessaire pour consolider les banques.

En ce qui concerne les analystes de JP Morgan, ceci n'est cependant pas suffisant. Ils exigent de la part de la BCE une « réponse plus spectaculaire » à la crise.

Les critiques les plus dures du document sont cependant formulées à l'égard des gouvernements nationaux qui ont mis bien trop de temps à appliquer le genre de mesures autoritaires nécessaires à l'imposition de l'austérité. Le processus d'une telle « réforme politique » précise l'étude, a « même à peine commencé. »

Vers la fin du document, les auteurs expliquent ce qu'ils entendent par « réforme politique. » Ils écrivent : « Au début de la crise l'on avait pensé que ces problèmes nationaux hérités du passé étaient en grande partie d'ordre économique, » mais « il est devenu manifeste qu'il y a des problèmes politiques profondément enracinés dans la périphérie qui, à notre avis, doivent être changés si l'Union monétaire européenne (UME) est censée fonctionner à long terme. »

Le document détaille ensuite les problèmes existant dans les systèmes politiques des pays de la périphérie de l'Union européenne – la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie – qui sont au centre de la crise de l'endettement en Europe.

Les auteurs écrivent : « Les systèmes politiques de la périphérie ont été établis après une dictature et ont été définis par cette expérience-là. Les constitutions ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique que les partis de gauche ont acquise après la défaite du fascisme. »

« Les systèmes politiques autour de la périphérie affichent de manière typique les caractéristiques suivantes : des dirigeants faibles ; des États centraux faibles par rapport aux régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes recherchant le consensus et qui encouragent le clientélisme politique ; et le droit de protester si des modifications peu appréciées sont apportées au statu quo politique. Les lacunes de cet héritage politique ont été révélées par la crise. » Quelles que soient les inexactitudes historiques contenues dans leur analyse, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que les auteurs du rapport de JP Morgan plaident pour que les gouvernements adoptent des pouvoirs de type dictatorial afin de mener à bien le processus de contre-révolution sociale qui est déjà bien avancé à travers toute l'Europe.

En réalité, il n'y avait rien de véritablement socialiste dans les constitutions établies durant la période d'après-guerre partout en Europe. De telles constitutions visaient à garantir le régime bourgeois dans une situation où le système capitaliste et ses agents politiques avaient été totalement compromis par les crimes des régimes fascistes et dictatoriaux.

Les constitutions des États européens, y compris celles de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, ont été élaborées et appliquées en collaboration avec les partis socialistes et communistes des pays respectifs et qui ont joué le rôle clé dans la démobilisation de la classe ouvrière pour permettre à la bourgeoisie de maintenir son régime.

Dans le même temps cependant les classes dirigeantes discréditées de l'Europe étaient parfaitement conscientes que la Révolution russe demeurait une inspiration pour de nombreux travailleurs. Elles se sont senties obligées de faire une série de concessions à la classe ouvrière dans le but d'empêcher une révolution – sous la forme précisément de protections sociales et constitutionnelles, dont le droit de manifester, ce que JP Morgan aimerait à présent voir aboli.

Dans une certaine mesure, les critiques de la banque à l'égard du manque d'autoritarisme des gouvernements européens sonnent creux. Partout en Europe, les gouvernements ont à maintes reprises recouru ces dernières années à des mesures d'État policier pour réprimer l'opposition à l'encontre de leur politique.

En France, en Espagne et en Grèce, des décrets d'ur-

gence et l'armée ont été utilisés pour briser des grèves. La constitution adoptée en Grèce en 1975, après la chute de la dictature des colonels, n'a pas empêché le gouvernement grec de licencier en masse des fonctionnaires. Et dans un certain nombre de pays européens, les partis dirigeants sont en train d'encourager le développement de partis néofascistes tel le mouvement Aube dorée en Grèce.

Toutefois, pour JP Morgan cela ne suffit pas. Afin d'éviter une révolution sociale dans la période à venir, ses analystes préviennent qu'il est indispensable que les gouvernements capitalistes partout en Europe se préparent aussi vite que possible à mettre en place des formes de régime dictatoriales.

À la fin du document, les auteurs avancent une série de scénarios qui, selon eux, pourraient découler de l'échec des gouvernements européens à ériger des systèmes autoritaires. Ces variantes comprennent : « 1) l'effondrement de plusieurs gouvernements favorables aux réformes en Europe méridionale, 2) un effondrement du soutien à l'euro ou à l'UE, 3) une victoire électorale incontestée de partis antieuropéens radicaux quelque part dans la région, ou 4) l'ingouvernabilité de fait de certains États membres une fois que les coûts sociaux (notamment le chômage) dépasseront un certain seuil. »

C'est la voix authentique du capital financier qui parle. Il faut rappeler que JP Morgan est profondément impliqué dans les opérations spéculatives qui ont dévasté la vie de centaines de millions de travailleurs partout dans le monde. En mars de cette année, une commission du sénat américain a rendu public un rapport de 300 pages documentant les pratiques criminelles et la fraude réalisées par JP Morgan, la plus grande banque des États-Unis et le plus grand agent de produits dérivés du monde. En dépit des révélations détaillées dans le rapport, aucune action ne sera prise à l'encontre du PDG de la banque, Jamie Dimon, qui jouit de la confiance personnelle du président américain.

Cette même banque se permet à présent de faire la leçon aux gouvernements. Soixante-dix ans après la prise de pouvoir par Hitler et les nazis en Allemagne, dont les conséquences furent catastrophiques pour l'Europe et le monde, JP Morgan est le premier à réclamer des mesures autoritaires pour réprimer la classe ouvrière et éradiquer ses acquis sociaux.

JP Morgan calls for authoritarian regimes in Europe
World Socialist Web Site-16 juin 2013

Aram Karabet: « La révolution syrienne a échappé aux Syriens »

25 août

Communiste, Aram Karabet a passé treize ans dans les geôles du régime baasiste des Al Assad. Une expérience qu'il raconte dans un livre. Il dénonce aujourd'hui les pressions régionales et internationales et la militarisation de la révolte.

Aram Karabet, né en 1958 à Kamchli, au nord-est de la Syrie, est issu d'une famille arménienne. Membre du Parti communiste syrien-Bureau politique, dirigé par Ryad Al Türk, il est arrêté en 1987 de façon arbitraire. « Notre seul crime était de demander un changement de pouvoir, une Constitution démocratique », dit-il. Il est resté en prison treize ans. C'est ce qu'il raconte dans un livre émouvant (1). Une expérience qui n'a fait que renforcer ses convictions.

Vous avez écrit ce livre avant le soulèvement. Comment faut-il le lire aujourd'hui ?

Aram Karabet. Le livre montre jusqu'où peut aller ce régime dans sa répression. Mais il faut noter que toute cette période – ces années 1980 où des dizaines de milliers de Syriens sont passés en prison, ont connu la torture parce que le pouvoir voulait les « transformer en insectes » comme il disait – a déformé la société. Lorsque je suis sorti en 2000, la première fois que je me suis vu dans un miroir, je ne me suis pas reconnu. Toute la société syrienne était ainsi. Un visage défait, méconnaissable. Je veux montrer comment toute notre société a été minée par le despotisme durant ces quarante ans. Ceux qui veulent comprendre la violence en Syrie peuvent le faire en lisant ce livre. On a cherché à déshumaniser une grande partie des Syriens. Et cela se retourne contre le pays lui-même.

Vous avez combattu le régime, vous êtes un homme de gauche, laïque, démocrate. Comment voyez-vous ce qui se passe en Syrie depuis plus de deux ans ?

Aram Karabet. Le régime syrien est un régime particulièrement dur et coriace. Il y a donc de nombreuses raisons qui expliquent le soulèvement qui a commencé en mars 2011. Pendant des mois et des mois, ce soulèvement est resté pacifique et ses mots d'ordre n'avaient rien de tout de religieux ni de confessionnel. Je pense que le soulèvement syrien n'était dans l'intérêt d'aucune puissance régionale ou internationale. Le régime a évidemment ses propres soutiens. Mais ceux qui ont prétendu être les amis du peuple syrien n'ont aucun intérêt non plus à ce que celui-ci se libère par ses propres moyens et qu'il réalise un projet national et social de réforme du pays. Les Syriens ne sont pas intolérants sur le plan religieux. Ils sont habitués au pluralisme confessionnel. L'islamisation est essentiellement le fait d'interventions étrangères. Il est clair que c'était aussi dans l'intérêt des puissances occidentales. Parce que c'était le moyen de pousser la Syrie vers les extrêmes et de laisser les Syriens se massacrer entre eux, le but étant la destruction des infrastructures du pays, la destruction de l'armée syrienne. Ce qui ne pouvait que servir les intérêts israéliens. Ce à quoi on assiste est la rencontre d'intérêts à la fois de forces régionales et internationales qui, toutes – qu'elles se prétendent être du côté du régime ou au contraire être les amis du peuple syrien –, amènent les Syriens vers cette situation terrible dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui.

Que faire ? Quelle est la solution ?

Aram Karabet. Personnellement, je me suis opposé à la militarisation du soulèvement. Je savais que le régime était très dur et qu'il allait utiliser la force. Mais le fait de militariser le soulèvement ne pouvait que subordonner une partie de l'opposition à des forces régionales ou internationales opposées au régime de Damas. La révolution syrienne a, en réalité, échappé aux Syriens. D'un côté, les Russes et les Iraniens défendent leurs intérêts, soutiennent le régime et l'ont poussé à militariser la répression en envoyant l'armée régulière contre les opposants. De l'autre, les forces régionales (Qatar, Arabie saoudite, Turquie) et occidentales ont aidé à la militarisation du soulèvement. Aujourd'hui, il n'y a plus de solution syro-syrienne. La solution est aux mains de la communauté internationale.

Quand on est un militant politique en exil, quel combat peut-on mener dans ce contexte ?

Aram Karabet. Pour ma part, je souhaite le départ de toutes les forces, de toutes tendances, qui se sont introduites en Syrie, aidées par les services de renseignements des pays alentour. Et surtout, que l'opposition syrienne puisse s'unir sur un programme démocratique, pacifique, de transition. Mais je crains que notre destin ne nous échappe complètement. Nous, les opposants de gauche, laïques, qui avons un programme de justice sociale, ne pouvons pas remporter une victoire par la force. Au début de la révolte, il y avait une véritable fusion entre les gens qui nous laissait espérer une transition vers un régime qui, peu à peu, pouvait vraiment devenir démocratique. Maintenant, cela paraît difficile à imaginer.

Qu'est-ce qui empêche l'unité de l'opposition aujourd'hui ?

Aram Karabet. Il y a un divorce entre le soulèvement populaire syrien et l'opposition telle qu'elle se présente, toutes tendances confondues. Pourquoi l'opposition est-elle dans cet état ? À l'origine et durant de longues années, il y avait énormément de méfiance entre ses différentes composantes. Elle est due à l'absence pendant longtemps de libertés démocratiques, de dialogues. Je me souviens qu'en prison même, nous communistes, n'osions pas discuter avec les Frères musulmans ou avec ceux du groupe Action communiste. Chacun se méfiait des autres. Dans ces conditions, ils sont incapables, tous, de se présenter comme la direction d'un soulèvement d'un genre aussi neuf. D'où le divorce. De plus, une véritable direction révolutionnaire ne peut être à l'extérieur. Elle devait d'abord être dans le pays, ce qui lui aurait évité d'être soumise aux pressions régionales et internationales comme le sont les opposants exilés. Le régime syrien s'est toujours légitimé par la situation régionale et internationale et en se situant dans un camp contre dans un autre. Il a réussi à faire que l'opposition soit comme lui : qu'elle soit légitimée par ses alliances avec les pays du Golfe, la Turquie, la France ou autres.

(1) Treize Ans dans les prisons syriennes. Voyage vers l'inconnu, Aram Karabet, traduit de l'arabe (Syrie) par Nathalie Bontemps, Actes Sud. 19 euros.

•Syrie : Homs explose, des Kurdes pris en otages
Des armes, des actes de guerre... Mais la paix ?

La Syrie, une nouvelle terre du djihadisme

Entretien réalisé par Pierre Barbancey

Merci à Farouk Mardam-Bey pour la traduction. L'Humanité

Intervention militaire en Syrie : la stratégie du chaos

Marc Vandepitte

<http://www.legrandsoir.info/intervention-militaire-en-syrie-la-strategie-du-chaos.html>

1^{er} septembre 2013

Ces jours-ci, l'opinion publique est travaillée au corps en vue d'une intervention militaire en Syrie. Une telle intervention était dans l'air depuis un bon moment. La question est de savoir pourquoi elle arrive à ce moment-ci et surtout, quel est son objectif.

Chronique d'une intervention annoncée

La stratégie élaborée en vue d'intervenir en Syrie était prévisible et en réalité déjà connue. En avril 2012, un haut conseiller de Tony Blair notait déjà la recette d'une telle intervention. Il était important que l'armée ou le gouvernement outrepassé une limite qui soit intolérable pour l'opinion publique étrangère. Quatre mois plus tard, en août 2012, Obama indiquait quelle serait cette limite : l'usage d'armes chimiques ou biologiques.^[1]

La menace a été brandie avec la régularité d'un métro-nome, mais elle ne s'est jamais concrétisée. À la mi-juin Washington affirmait pour la première fois disposer des preuves de l'utilisation d'armes chimiques par l'armée syrienne. Sur base de cette prétendue preuve – qui n'est jamais venue – un appui militaire plus important a été promis aux rebelles.^[2]

Aujourd'hui il n'y a pas davantage de preuve et on peut douter que l'armée syrienne ait procédé à une attaque chimique. À ce propos, Stratford, un groupe de réflexion et d'information privé très proche de l'administration états-unienne, déclare : « Assad est un homme impitoyable. Il n'hésiterait pas à utiliser des armes chimiques si c'était nécessaire. Mais c'est aussi un homme très rationnel. Il se servirait d'armes chimiques uniquement si c'était la seule option qui lui reste. En ce moment on voit difficilement quelle situation désespérée l'aurait poussé à user d'armes chimiques et à risquer le pire. Ses adversaires sont tout aussi impitoyables et on peut imaginer qu'ils utilisent des armes chimiques pour forcer les États-Unis à intervenir et à renverser Assad. (...) Il est possible que le nombre de victime soit bien inférieur à ce qui a été allégué. Et il est possible que certaines images aient été falsifiées. Tout cela est possible, mais nous ignorons tout bonnement quelle est la vérité ».^[3]

Évidemment, les USA apporteront encore des « preuves ». Mais depuis les « preuves solides » d'armes de destruction massive dans l'Irak de Saddam Hussein, nous savons ce qu'il en est de la crédibilité de la Maison Blanche dans ce domaine.

Les raisons de l'intervention

La question n'est pas de savoir si une intervention armée se prépare, car elle existe déjà depuis un certain temps. Dès le début de la guerre civile, les USA sont sur place avec des Unités Spéciales, tout comme ce fut le cas en Libye. Ces Forces Spéciales entraînent les rebelles, fournissent un soutien logistique, surveillent les livraisons d'armes du Qatar et d'Arabie Saoudite et préparent éventuellement une intervention ou des bombardements à grande échelle.^[4]

L'intervention de troupes au sol est peu probable, si cela avait été une option, elle aurait déjà été prise depuis long-

temps. Le Pentagone se rend parfaitement compte que l'armée syrienne est un adversaire redoutable et qu'un nouvel échec après l'Afghanistan et l'Irak paraît inconcevable.^[5]

Il semble plutôt qu'il s'agira d'une attaque de missiles, prétendument pour punir l'armée syrienne d'avoir utilisé des armes chimiques, afin de prévenir toute répétition à l'avenir. Un autre objectif serait de détruire l'arsenal d'armes chimiques.^[6]

Tout cela paraît peu convaincant. La formulation de ces objectifs doit servir à amadouer l'opinion publique et à légitimer une entrée en scène militaire. Les véritables raisons de l'opération militaire, il faut plutôt les chercher dans les dernières évolutions de la guerre civile. Deux choses sont importantes : d'une part le nouveau rapport de forces entre l'armée et les rebelles, et d'autre part l'évolution du rapport des forces au sein des milices.

Commençons par le second point. Les djihadistes ont peu à peu pris la main au sein des milices. Les milices les plus « efficaces » sont à présent liées à Al-Qaeda. Si Assad est chassé du pouvoir, la Syrie risque donc de tomber aux mains d'un régime islamiste ultra-radical. C'est une option exclue par les USA et plus encore par le voisin israélien. Cela signifie que pour Washington, Assad est actuellement le moindre mal et que sa liquidation, dans les circonstances actuelles, n'est pas souhaitée. Mais cela ne veut pas dire qu'ils veuillent laisser Assad agir à sa guise, au contraire.^[7]

Ce qui nous amène à la seconde raison. Avec le soutien de l'Iran et du Hezbollah, l'armée syrienne a repris pas mal de terrain aux milices ces derniers mois. Cette progression n'est pas terminée et il apparaît que l'armée syrienne a trouvé son second souffle. C'est pourquoi Obama a commencé à parler d'armes chimiques dès début juin, conjointement avec une promesse de fourniture d'armes plus lourdes et en plus grand nombre aux milices.

Il est peu probable qu'Assad puisse frapper un coup décisif contre les milices à bref délai, mais sa position n'en est pas moins renforcée et la tendance semble se maintenir. Lors d'éventuels pourparlers de paix, Assad pourrait donc faire pencher la balance en sa faveur. Ce qui n'est pas du goût des États-Unis. Ils tolèrent peut-être Assad comme le moindre mal, mais certainement pas comme le plus fort. Aussi les bombardements ne sont pas destinés à écraser l'armée syrienne mais bien à l'affaiblir suffisamment.

L'échec des guerres en Irak et en Afghanistan montre clairement que les États-Unis ne sont désormais plus capables de modeler le Moyen-Orient à leur guise. Comme ils risquent de perdre de plus en plus leur emprise, ils raisonnent en ces termes : « si nous ne pouvons pas le contrôler nous-mêmes, alors, personne d'autre ne le peut ». C'est bien ce qu'on peut qualifier de stratégie du chaos.

Traduit par Anne Meert pour Investig'Action

[1] <http://www.dewereldmorgen.be/artikels/2012/04/25/recept-voor-regimewis...> <http://edition.cnn.com/2012/08/20/world/meast/syria-unrest>

[2] <http://www.theguardian.com/world/2013/jun/13/syria-chemical-weapons-us-confirm>

[3] <http://www.stratfor.com/weekly/obamas-bluff>

[4] <http://articles.latimes.com/2013/jun/21/world/la-fg-wn-cia-syria-20130621> <http://www.economist.com/news/leaders/21576678-america-needs-take-acti...>

[5] <http://www.stratfor.com/analysis/syria-comprehensive-look-options-intervention>

[6] <http://www.stratfor.com/analysis/us-military-options-syria>

[7] <http://www.dewereldmorgen.be/artikels/2013/08/22/wist-je-dat-frappante...>

Témoignage d'une syrienne chrétienne

Situé à 55 km au Nord de Damas, le village de Maaloula, cœur du christianisme des origines où l'on parle encore l'araméen, la langue du Christ, est sous occupation depuis ce matin. Après une première tentative d'invasion le 4 septembre stoppée par l'armée et les comités populaires, des centaines d'hommes armés syriens et étrangers sont revenus, forçant l'armée gouvernementale à se retirer. Venus de la région libanaise d'Arsal et de la ville de Yabroud au Nord-Est, les envahisseurs se livrent actuellement à des actes de barbarie envers les chrétiens du village. Nous avons contacté une habitante de Maaloula proche du monastère de Sainte-Tècle. Elle témoigne en direct ce dimanche 8 septembre à 21 h 30.

En ce moment, Maaloula est sous occupation. Les hommes armés (moussallahines) ont d'abord tenté une percée le 4 septembre. Par cette attaque, ils semblaient vouloir faire une démonstration de force, nous terroriser afin que nous quittions nos terres. Ils ont tué 20 civils et en ont enlevé 15 autres. Pour le moment, nous disposons de la liste de 4 civils exécutés et de 7 disparus :

- Ilyas Damoune : enlevé
- Jihade Saalab : décapité au couteau
- Mihail Antonio Saalab : décapité
- Sarkis Habib Al Soukhn : exécuté par balles
- Antoine Lauzarios Saalab : décapité et le corps mutilé
- Moussa Chmays : enlevé
- Chadi Saalab : enlevé
- Georges Dawoud Hilani et son épouse (enlevés)
- Jamilé Mahfouz et sa fille (enlevées)

Toutes les victimes sont des civils.

Actuellement, les terroristes sont partout dans les anciennes églises et les monastères. Ils ont incendié les monastères de Mar Sarkis et Mar Bakhos, Saint-Serge et Bacchus. Ils ont tout fouillé, tout saccagé avec moult blasphèmes. De nombreux habitants chrétiens ont fui la ville vers Damas.

Tout a commencé le 4 septembre vers 3 h 30 ou 4 h du matin lorsqu'une voiture a foncé sur un barrage de l'armée. La voiture venait de Yabroud et descendait de Deir Mar Sarkis et Bakhos, le monastère de Saint-Serge et Bacchus. Le kamikaze a d'abord tiré sur les soldats avant d'actionner ses explosifs. L'attaque a coûté la vie à une vingtaine de miliciens des comités populaires qui défendaient le village. Les deux uniques survivants de l'attaque ont été décapités.

Puis les terroristes ont investi les premières maisons du village. Ils sont d'abord entrés chez Abou Aala al Hadad, un chrétien revenu de Zahlé au Liban pour passer quelques jours de vacances dans son village natal. Ses agresseurs lui ont sommé de se convertir à l'Islam. Ils ont cassé les croix et les icônes. Puis, ils ont tout saccagé dans la maison. Avant de l'abattre, ils lui ont dit : "Nous menons la guerre sainte contre les Croisés".

Les terroristes sont ensuite entrés dans la maison voisine habitée par Jamilé Oum Mahfouz une veuve et par sa fille. Elle a un fils qui est porté disparu depuis plusieurs mois. La maman avertit sa fille : "Fais-toi passer pour une musulmane pour qu'ils ne t'enlèvent pas".

Quand ils sont entrés, les terroristes ont hurlé : "Jina Aleykoun ya Kouffar" ("Nous voilà les impies", sous-entendu "vous êtes cernés"). Ils traitèrent la mère et sa fille d'adorateurs de la croix. Ils prirent la croix qui trônait

dans la maison et l'ont brisée. La mère et sa fille ont ensuite été emmenées vers l'inconnu.

Les terroristes se sont ensuite arrêtés devant la statue de Saint-Georges qui trône devant le monastère qui porte son nom. Ils ont vociféré dans des haut-parleurs : "Que veux-tu que l'on casse d'abord Saint-Georges. Ta tête ou ton cheval ? Puis ils se sont déchaînés sur la statue.

Les terroristes n'ont touché à aucune maison musulmane de Maaloula. Or, dans les quartiers chrétiens du village se trouvaient un grand nombre de déplacés sunnites de Ain Tarma (Ghouta). Ces derniers ont accueilli les terroristes en héros, en criant des youyous et en les aspergeant de riz. Les terroristes sont ensuite arrivés sur la place du village. Ils ont commencé à blasphémer sur tous les objets sacrés, sur les icônes, les croix, les statues. Les enfants étaient tellement terrorisés qu'ils en ont perdu la voix. Certains d'entre eux sont encore hospitalisés à Damas.

Parmi les terroristes, il semblait y avoir des Libyens et des Tchétchènes.

Lorsqu'une vingtaine d'obus lancés par les rebelles s'abat-tit sur le village, les habitants prirent peur. Même les hommes se sont cachés. Prises de panique, les sœurs du monastère de Sainte-Tècle ont fermé les portes. Elles se sont ainsi retrouvées isolées du reste du village, ce qui a rendu impossible l'accès du monastère aux jeunes qui voulaient se mettre à l'abri. Les takfiris ont évacué les musulmans sunnites du village pour les emmener à Yabroud et ainsi les épargner d'éventuelles violences. En revanche, ils ont gardé les chrétiens pour s'en servir comme boucliers humains en cas de confrontation avec l'armée.

Les terroristes se sont ensuite rendus à la mairie.

Entre-temps, près de 300 chrétiens se sont réunis avec l'intention de marcher jusqu'au palais présidentiel à Damas afin de demander des armes à Bachar. Leurs familles ont essayé de les calmer, leur disant : "Vous êtes précieux pour nous." Les jeunes ont répondu : "Nous devons protéger notre village de ces agresseurs". Ils ont fini par se procurer des armes auprès des soldats gouvernementaux et en peu de temps, sont ainsi parvenus à chasser les terroristes d'une bonne partie de Maaloula.

Mais ce matin, les terroristes étaient de retour. Près d'un millier d'entre eux est arrivé du côté Yabroud par le chemin du monastère de Saint-Serge et Bacchus, se joignant aux terroristes qui étaient retranchés dans l'hôtel As Safir. Face à leur surnombre, l'armée a dû se retirer aux abords du village. Ils ont décapité 4 jeunes. Deux ont été tués par balles. Ils ont décapité Antoine Saalab, l'assistant du père Toufik Eid, supérieur du monastère Saint-Serge et Bacchus. Ce sont des habitants du village complices des terroristes qui l'ont dénoncé. Les terroristes ont également tué le père et le cousin paternel d'Antoine.

Tous les chrétiens sont à bout des nerfs. Ils ont été enfermés dans leurs maisons. Nous n'avons aucun moyen de communiquer avec eux. Actuellement, les terroristes occupent les églises et les monastères. Ils assiègent le monastère de Sainte-Tècle. La mère supérieure Pélagie implore les autorités syriennes de les aider.

Nous sommes désespérés. Que va-t-il advenir de nous ? Maudit soit la démocratie que l'Amérique et la France veulent nous apporter.

Source : Investig'Action

SYRIE – Le front d'Israël, de l'Otan et de la Ligue arabe

Shimon Peres affiche son soutien aux rebelles syriens et appelle la Ligue arabe à un rôle militaire en Syrie.

Suite à son interview à euronews, le 5 mars dernier, dont il a

défendu les rebelles syriens et déploré les massacres commis en Syrie, le président israélien a été invité, quelques jours plus tard, par le parlement européen à Luxembourg pour éclairer les députés européens de ses idées.



Shimon Peres au parlement européen à Luxembourg, le 12 mars 2013, conseillant les dirigeants européens comment intervenir dans le conflit syrien en utilisant la Ligue arabe comme façade.

Il a plaidé alors pour une intervention d'une force militaire de la Ligue arabe en Syrie. Il a expliqué : " La Syrie est un pays arabe et les Arabes savent bien ce qui se passe là-bas. Toute intervention occidentale serait perçue comme ingérence étrangère ". Il a donné ensuite des instructions à l'attention des dirigeants arabes : " La Ligue arabe peut et doit former un gouvernement provisoire en Syrie pour arrêter le massacre et empêcher la Syrie de s'effondrer. Les Nations Unies doivent soutenir une force de casques bleus arabes ". Le président israélien n'a même pas oublié, ensuite, de demander à l'Union européenne d'inscrire Hezbollah libanais sur la liste noire des organisations terroristes, en ajoutant : " Il faut sauver le peuple syrien des mercenaires iraniens, sauver vos citoyens et les nôtres de hezbollah ".

Les dirigeants arabes dans la sphère de la politique américaine ont bien entendu l'appel du président israélien. Ils pressent les rebelles de former un gouvernement provisoire en exil. Le 18 mars, à peine une semaine du discours de Shimon Peres, les représentants des rebelles se réunissent à Istanbul pour désigner leur premier ministre par intérim.

Un sommet de la Ligue arabe s'est alors improvisé au Qatar, le 26 mars 2013, pour offrir aux rebelles syriens le siège de l'État syrien, comme étant les vrais et légitimes représentants de la Syrie. Il reste que l'intervention militaire par des casques bleus arabes n'est pas facile, d'où le retour sur la scène d'une menace d'intervention militaire directe turque, américaine et même israélienne. Et pourquoi pas sous prétexte d'usage d'arme chimique par l'armée syrienne. À cette fin, les rebelles avaient reçu de la Turquie, d'Israël et d'autres pays les outils et les substances chimiques, dont le gaz sarine, à employer sur le sol syrien afin d'accuser l'armée syrienne d'usage du gaz toxique, et de permettre une intervention militaire étrangère, comme l'a promis le président américain Obama. Il fallait créer le prétexte!

Le 19 mars les rebelles font usage pour la première fois du gaz sarine en bombardant près d'Alep le quartier " Khan el-Assal ", sous contrôle de l'armée syrienne. L'attaque a fait 25 morts et plus d'une centaine de blessés. Le gouvernement syrien, par la voix de son ministre de l'information, accuse la Turquie d'avoir fourni le gaz toxique aux rebelles, et demande aux Nations Unies d'envoyer une



Le ministre syrien de l'information accuse la Turquie d'avoir armé les rebelles d'armes chimiques, et exige une enquête des Nations Unies.



L'attaque chimique des rebelles a fait 25 morts et plus de cent blessés à Khan el-Assal, près d'Alep. (image de la télévision syrienne)

équipe d'enquête afin de constater le fait. Un appel qui reste sans suite! Les États-Unis ont imposé au gouvernement syrien la condition d'autoriser une inspection libre couvrant toute la Syrie. À l'image de ce qui s'est passé en Iraq avant 2003 à la recherche d'une prétendue arme de

destruction massive, en préparant ainsi l'invasion américaine, carte à la main.

Le dossier de l'usage d'arme chimique par les rebelles syriens reste d'actualité, mais ignoré par les médias occidentaux. Le 30 mai la presse turque rapporte que

la police avait arrêté dans différentes villes turques 12 rebelles syriens du groupe el-Nasra pour possession de produit chimique toxique et d'armes. Selon le quotidien turc " Radical ", il s'agit du gaz sarine. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères russes exprime son inquiétude à ce sujet et demande une enquête approfondie. D'où vient le gaz sarine entre les mains des rebelles syriens? De la Turquie, d'Israël ou d'autres pays de l'Otan ou ses alliés, pour l'utiliser en Syrie, en vue de justifier une intervention militaire. L'arrestation des rebelles syriens sur le sol turc par la police s'explique par le fait que les rebelles sont couverts par un service de sûreté lié à la présidence turque. Mais que cette protection ne s'étend pas aux autres services de sécurité, surtout lorsqu'il y a un danger qui menace la population turque.

Parmi les techniques d'usage d'arme chimique utilisées

par les rebelles, l'exposition des civils syriens à des substances toxiques diffusées en l'air. Le mercredi 1er mai 2013, des rebelles syriens sont venus de la Turquie avec des sacs contenant une substance chimique en poudre. Ils ont rassemblé des gens, hommes, femmes et enfants, de la ville de Saraqueb (dans la banlieue d'Alep), à l'entrée sud de la ville et dans la rue Shabour. Et ils ont ouvert en leur présence les sacs contenant la poudre. Une substance chimique s'est alors dégagée en l'air, produisant chez les civils des symptômes comparables à ceux d'une attaque chimique. Les rebelles étaient, bien entendu, munis des masques à gaz pour se protéger. Immédiatement ils ont chargé les victimes dans des véhicules et ils sont partis en direction de la Turquie pour orchestrer une campagne médiatique, avec la complicité des autorités turques, accusant l'armée syrienne d'usage d'arme chimique.



Victimes syriennes de l'attaque chimique des rebelles à Saraqueb, transférées en Turquie pour alimenter la propagande contre la Syrie.

Des stocks importants de produits chimiques toxiques chez les rebelles

Les rebelles syriens, composés à 95 % de " jihadistes " étrangers, arabes, européens, asiatiques, stockent d'importantes quantités de produits chimiques toxiques provenant des pays qui les arment. L'armée syrienne les découvre chaque jour, comme à Banyasse, à l'ouest de la Syrie, le 8 juillet, lorsqu'elle a saisi plus de 280 barils remplis de liquide hautement toxique, et des projectiles à tête vide pour recevoir ce liquide toxique. Les pays qui ont livré aux rebelles cette grande quantité de produits toxiques pour l'utiliser en arme contre le peuple syrien voulaient plonger la Syrie dans une catastrophe humanitaire sans précédent.

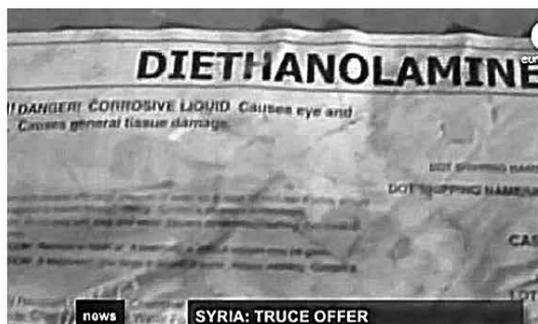
Plus de 280 barils contenant des liquides chimiques dangereux, découverts dans un repère terroriste à Banyasse.

Le 14 juillet, l'armée syrienne qui poursuit son offensive contre les rebelles découvre aussi dans une cachette au quartier de Jobar, dans la banlieue de Damas, des grandes quantités de produits chimiques toxiques, et de dizaines de missiles préparés pour être remplis de ces substances

toxiques. Les produits chimiques étaient stockés dans des supports dont certains portaient la mention " fabriqué en Arabie Saoudite ". Mais la dimension de cette guerre contre la Syrie et le choix des armes, dont les armes chimiques, dépassent de loin l'Arabie Saoudite.

Un soutien militaire israélien aux rebelles syriens

Israël fait partie de cette guerre. Elle offre aux rebelles syriens un soutien militaire et logistique. Et elle participe à certaines de leurs opérations militaires. Certaines opérations militaires nocturnes contre des objectifs de l'armée syrienne ne peuvent se faire, par leur complicité et les moyens employés, autrement que par des commandos étrangers qui se trouvent sur le sol de la Syrie, dans les camps des rebelles. L'armée syrienne saisit souvent chez les rebelles des armes israéliennes, notamment des missiles portables " Law ". Lors de la reprise de la ville de " Quosseir ", le 21 mai dernier, l'armée syrienne a trouvé une jeep de l'armée israélienne, dotée d'un système sophistiqué de communication satellite, capable d'intercepter les communications de l'armée syrienne. Les rebelles étaient en contact permanent avec l'armée israélienne et avec un centre de commandement en Turquie.



Plus de 280 barils contenant des liquides chimiques dangereux, découverts dans un repère terroriste à Banyasse.



Des missiles " Law " israéliens saisis chez les rebelles.



Une jeep de l'armée israélienne à Qousseir ; un véritable centre de communication militaire liant les rebelles à Israël

Mais l'action militaire conjointe la plus spectaculaire entre les rebelles syriens et Israël s'est déroulée en mai à Jamraya, à l'ouest de Damas, où se trouve un centre de recherche militaire de l'armée syrienne qui intéresse Israël. À la longue de plusieurs mois les rebelles ont tenté de l'occuper sans succès. La nuit du vendredi 3 mai, ils l'ont attaqué à nouveau sous protection, cette fois, de l'aviation israélienne. Lorsque l'armée syrienne a envoyé un renfort pour repousser les assaillants, les avions israéliens ont bombardé le convoi. Le lendemain, Israël prétend à la légitime défense en bombardant, selon elle, une livraison d'armes destinée à Hezbollah.

Deux jours plus tard, le 5 mai à 2 heures matin, l'aviation israélienne attaque directement le centre avec une puissance de feu qui le rase en deux heures. En réaction, le haut commandement de l'armée syrienne annonce que des sites militaires en Israël sont ciblés, et seront détruits à la moindre agression similaire. Quant à Hezbollah, visé dans la déclaration d'Israël, son chef Hassan Nasrallah annonce que la Syrie va lui fournir des armes sophistiquées. De son côté, la Russie confirme qu'elle livrera à la Syrie des missiles S -300. Ainsi, l'attaque israélienne n'a pas été productive pour Israël, mais elle a fait plaisir aux Israéliens et a renforcé le premier ministre.

Que veut Israël ?

Israël parie sur l'effondrement de la Syrie, et que son armée envahira ensuite le pays et prendra possession de son stock d'armes. Elle avance le prétexte d'empêcher les terroristes de l'emporter.

Lors d'un congrès sur la sécurité nationale en Israël, en mai dernier, le chef de l'armée de l'air, Amir Eishel, déclare sans équivoque : " Demain. Et je ne dis pas que cela va arriver demain. Mais si la Syrie tombait demain, nous pourrions nous trouver impliqués très rapidement dans ce conflit. L'immense stock d'armes qui se trouve là-bas dans l'attente d'être volé, pourrait être dirigé ensuite dans toutes les directions. Et nous pourrions être obligés d'agir dans un délai très court et de façon très importante ".

Les pays de l'Otan sont très impliqués dans la guerre en Syrie

Il ne s'agit pas seulement de financer les rebelles par centaines de millions de dollars jusqu'à présent par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Les pays de l'Otan fournissent aux rebelles syriens des armes provenant directement de l'Europe ou des pays arabes sous tutelle américaine comme la Libye, l'Arabie Saoudite et Qatar. Les opérations militaires des rebelles sont aussi dirigées par un centre de commandement de l'Otan, qui les renseigne sur la présence et le mouvement de l'armée syrienne, grâce à une observation militaire satellitaire.

Une armada russe en Méditerranée sous silence médiatique étonnant de l'Occident

Ce qui se passe en Syrie ne laisse pas la Russie indifférente. Alexi Boshkov, président de la commission des relations internationales au parlement russe, le Douma, déclare en mai dernier concernant la position de la Russie : " Les États-Unis ne doivent pas instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie. Je pense que la vente de missiles S -300 à la Syrie est un message aux Américains. Nous sommes contre l'instauration des zones d'exclusion aérienne, car elles seront le premier pas vers une intervention aérienne ". Au moment de cette déclaration, une formation de navires de guerre russes venait de traverser le canal de Suez et entrer en Méditerranée. Un porte-parole de la flotte russe de l'océan Pacifique explique dans une interview : "C'est la première fois depuis des décennies que des navires de guerre de la flotte russe de l'océan Pacifique entrent la région ". Quant au ministre russe de la défense, il déclare : " Nous avons composé un groupe spécifique de navires de guerre en Méditerranée pour défendre les intérêts du pays dans la région ". Le groupe de navires de guerre désigné comprend le grand navire chasseur de sous-marins " L'Amiral Bantiliev ", et deux grands navires d'embarquement ainsi que deux autres navires de soutien.

En mars dernier, un porte-parole de l'armée russe a déclaré qu'une formation de navires de guerre de la flotte russe de la mer Baltique, composée de deux grands navires d'embarquement et d'un navire de soutien, a effectué, le 14 mars, une visite de travail au port de Beyrouth. Puis la formation est partie vers les côtes syriennes. Pour le commandant en chef de la marine russe, l'amiral Victor Tchirkov : " La marine russe gardera 5 à 6 navires de guerre en Méditerranée pour défendre les intérêts de la Russie dans la région. En principe, six navires de guerre doivent rester en permanence en Méditerranée, sous commandement de la flotte russe de la mer noire ".

Si on ajoute à cela les grandes manœuvres militaires russes qui se répètent en démonstration de force, et la mise en garde du président Poutine contre toute intervention militaire en Syrie, en déclarant dernièrement : " Toute tentative d'intervention militaire en Syrie était vouée à l'échec et entraînerait de lourdes conséquences humanitaires ". Je me demande si nous ne sommes pas au bord d'un conflit incontrôlable qui pourrait dégénérer par erreur ... comme d'habitude.

Zaher AKILI

RD Congo – Rwanda – Kampala : Au sommet de l'hypocrisie ?

Par Boniface Kakule Musavuli – Agora Vox (repris dans *Le Potentiel* du 7 septembre 2013)
vendredi 6 septembre 2013
<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/rd-congo-rwanda-kampala-au-sommet-140568>

Le septième sommet des Pays des Grands-Lacs qui s'ouvrait jeudi 5 septembre à Kampala, en Ouganda, est entouré de mystères. Officiellement, les chefs d'État se réunissent pour régler la crise qui a dégénéré fin août en affrontements armés dans l'Est du Congo. Mais en y regardant de plus près, et en revenant sur les événements de la semaine écoulée, à Goma, on finit par se demander ce que font ces chefs d'État à Kampala, et surtout eux. Car si déjà le lieu où se tient la conférence pose problème, la personnalité des participants en pose davantage. Pour mieux comprendre les mystères de ce sommet, il convient tout d'abord de rappeler le film des événements autour de Goma.

Le jeudi 22 août, l'Est du Congo est l'objet d'une série d'attaques fulgurantes. L'ONU signale l'arrivée de plusieurs bataillons de l'armée rwandaise qui se lancent à l'assaut des positions tenues par les soldats congolais. Plusieurs obus, tirés du Rwanda, toujours selon l'ONU, tombent en pleine ville de Goma, détruisent des habitations et causent la mort de plusieurs civils congolais et un casque bleu tanzanien. Pendant ce temps, l'Ouganda effectue une incursion plus au Nord du pays et occupe la localité congolaise de Mahagi chassant plusieurs centaines de familles congolaises. Les soldats congolais, *heureusement*, résistent assez bien et parviennent, au bout d'intenses combats, à repousser l'agression rwandaise, avec l'aide du contingent des casques bleus tanzaniens et de tireurs d'élites sud-africains.

Des questions sans réponse

Nous sommes donc en présence d'au moins deux crimes graves commis par deux États membres de l'ONU, le Rwanda et l'Ouganda. Des crimes qui relèvent du droit international et sont réprimés par les juridictions internationales (*Cour Internationale de Justice et Cour Pénale Internationale*). Le crime d'agression (*violation de la Charte de l'ONU*), et les crimes de guerre et crimes contre l'humanité (*bombardement des populations civiles*).

Telle étant la situation, on n'imagine pas qu'un sommet comme celui de Kampala puisse se tenir. On se demande d'ailleurs comment le Congo, un pays qui vient de subir deux agressions armées, et dont la population n'a pas fini de pleurer ses victimes, a pu se retrouver dans une conférence internationale comme celle-là.

On relève d'ailleurs, avec étonnement, que le Président Kabila est arrivé à Kampala sans faire escale à Goma où « *son peuple* », a été meurtri par des bombardements. Les familles des victimes et les blessés dans les hôpitaux (*civils et militaires*), apprécieraient, logiquement, un réconfort du Chef de l'État. Étrangement, le gouvernement congolais n'a même pas décrété un deuil national. Même pas de cérémonie de deuil pour les soldats tués en repoussant les agresseurs. En tout cas, la Tanzanie, elle,

a rendu un hommage appuyé à son soldat de la paix tué dans les combats contre le M23.

Ce qui soulève une question par rapport à la délégation congolaise à Kampala : le Congo et le peuple congolais sont-ils valablement représentés à ce sommet ? Par des autorités qui n'ont même pas essayé de reconforter leurs populations en deuil ?... Mystère.

Et pourquoi le Président congolais se retrouve-t-il en Ouganda, un État qui vient de participer à une agression armée contre son pays ?

Bref, tout porte à croire qu'à Kampala, les délégués sont partis pour discuter de tout sauf de « *bien* » du Congo et de ses populations. Le sommet prend alors les allures d'un « *complot* ».

Les secrets de polichinelle

En réalité, les guerres à répétition qui déchirent le Congo dissimulent plusieurs secrets de polichinelle qu'il devient de plus en plus grotesque de ne pas évoquer ouvertement.

Parmi ces secrets de polichinelle, il y a, pour l'essentiel, les enjeux économiques. On ne fait pas la guerre au Congo par idéologie. Il n'y a ni communisme, ni maccarthysme, ni islamisme dans les guerres du Congo. On fait la guerre à la Patrie de Lumumba pour mettre la main sur ses gisements miniers. Pour ceux qui suivent l'actualité américaine, il faut rappeler que le 12 juillet 2010, le Congrès américain a adopté une loi, passée presque inaperçue, portant sur les gisements miniers de l'Est du Congo. La loi dite « *Dodd-Frank* ». Aux termes de son article 1502[1], cette loi oblige les entreprises cotées en bourse à rendre publiques les informations concernant leur chaîne d'approvisionnement de quatre minerais, dont les gisements se trouvent dans l'Est du Congo. Le tantale/coltan, l'étain, l'or et le tungstène. Le hasard de la géologie a voulu que d'immenses gisements de ces minerais se retrouvent dans l'Est du Congo et que le Rwanda et l'Ouganda en soient nettement dépourvus. D'où les guerres à répétition contre le Congo depuis 1996. L'occupation du Kivu facilite le pillage et le transit de ces minerais par le Rwanda et l'Ouganda.

Ces guerres sont toutefois maquillées par des mensonges bien enrobés qu'on habitue tout le monde à répéter : « *rébellion congolaise* » au lieu d'« *agression* » rwando-ougandaise contre le Congo. « *Tutsis congolais* »[2] au lieu de « *soldats rwandais* » ; « *lutte contre les génocidaires* » au lieu de « *massacre des populations* » congolaises et des réfugiés hutus... Des mensonges qui passent malgré de nombreux rapports d'ONG et des experts de l'ONU. Parfois, les Congolais observent les gens qui relayent ces mensonges et se disent qu'ils le font exprès.

Les propagandistes de l'Allemagne nazie avaient théorisé l'idée selon laquelle « *un mensonge répété dix fois reste un mensonge. Répété mille fois, il devient une vérité* ». Et Goebbels d'ajouter : « *Plus le mensonge est gros, mieux ça passe* ». On est en plein dedans.

Pendant ce temps, le Rwanda de Paul Kagamé amasse une véritable fortune. Entre 1998 et 2000, Kigali s'est octroyé une cagnotte de 250 millions de dollars, rien qu'avec le trafic du coltan congolais. Dans son rapport 2011, l'ONG britannique Global Witness fait remarquer que le Rwanda est devenu un important exportateur de minerais (68 millions de dollars de revenus, première ressource après le thé) alors que les autorités « refusent de publier les données complètes sur la production »[3] nationale. Mais les dirigeants rwandais et ougandais ne sont pas ceux qui profitent le plus du pillage du Congo.

Dans son ouvrage « Congo – Une histoire », David Van Reybrouck décrit un vaste réseau : « des groupes miniers multinationaux, des compagnies aériennes obscures, des marchands d'armes notoires mais insaisissables, des hommes d'affaires véreux en Suisse, en Russie, au Kazakhstan, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. »[4] En 2010, l'ancien secrétaire d'État américain aux Affaires africaines, Herman Cohen, parle, au sujet du coltan (le Congo détient entre 70 et 80 % des réserves mondiales), qu'il génère des « milliards de dollars »[5]. Dans un monde où on ne compte plus les braquages pour de la camelote, on imagine aisément l'ampleur des violences auxquelles sont exposées des populations vivant littéralement sur des gisements miniers. Des gisements qui génèrent « des milliards de dollars » à l'autre bout de la planète.

Quelqu'un croit toujours que Kabila, Museveni et Kagamé se rencontrent à Kampala pour parler du M23 et du peuple congolais? Bah voyons... Ils parlent affaires, minerais, gros sous. Le M23 et l'espoir pour la paix au Congo... des sujets pour la presse.

L'autre secret de polichinelle est qu'on a longtemps misé sur la disparition du Congo en tant que « nation ». Dès le déclenchement de la Première Guerre du Congo, le Rwanda et l'Ouganda, soutenus par un vaste réseau international alimenté par le pillage du Congo, avaient misé sur un effondrement programmé du Congo. Le Congo devait tomber en miettes. Des micro-États corvéables se formeraient çà et là et finiraient par être annexés par le Rwanda et l'Ouganda en vue de les saigner au profit des multinationales.

Ce fut un pari risqué, mais ses initiateurs brillèrent d'imagination. Des actions de lobbying soutenues furent menées pour dénigrer le Congo et les Congolais en les présentant systématiquement comme un État non-viable habité par des irresponsables. Des articles « assassins » se multiplièrent[6].

Sur le terrain, les élites congolaises (chefs coutumiers, militants des droits de l'Homme, intellectuels, prêtres, militants politiques...) qui essayaient de lutter pour la préservation de leur patrie furent réduites au silence, assassinées, contraintes à l'exil ou achetées pour se taire. Les populations qui essayaient de se révolter contre l'occupation furent systématiquement massacrées dans le silence des grands médias.

Tout a été fait pour que le Congo soit un pays inaudible et la souffrance de son peuple invisible sur les écrans. L'armée nationale fut « volontairement » affaiblie notamment par la pratique consistant à intégrer des milliers de soldats, et même des criminels[7] rwandais et ougandais qui violaient, pillaient et massacraient la population pour créer

la totale désespérance. Le Congo devait devenir un « foutoir » pendant que le Rwanda et l'Ouganda prospéraient aux yeux de la communauté internationale. L'objectif affiché était de convaincre la communauté internationale, et même certains Congolais, qu'il n'y avait plus d'autre avenir que la liquidation du pays.

On comprend aisément le terrible complot en regardant des données objectives. Le Congo est sûrement le pays le plus riche d'Afrique en termes de ressources minières. Il est dirigé, depuis 17 ans par des hommes qui avaient promis la libération (AFDL[8]), la démocratie (RCD[9]), le développement (PPRD[10]). Le dernier rapport du PNUD sur la pauvreté dans le monde parle de lui-même. Le Congo est classé tout dernier (186^e sur 186 pays[11]). Autrement dit, le pays n'était pas gouverné. Ses dirigeants attendaient son effondrement.

Reste que l'ampleur de la destruction des populations (plus de six millions de morts, plus de 500 mille femmes violées) a fini par réveiller les consciences à travers le monde, et au pays.

Les autorités congolaises, pressées par la population, les ONG, l'Église catholique, la Monusco... sont bien obligées de donner des signes de gage qu'elles sont bien au service du pays. Elles coulent littéralement sous le poids des accusations de trahison. La situation de Joseph Kabila, en particulier n'est plus tenable. L'hostilité de la population vis-à-vis de sa personne est telle, qu'il ne peut plus jouer à équilibriste : rester Président congolais et continuer à servir des intérêts en totale contradiction avec les aspirations de son « peuple ».

À Kampala, il doit dire à Kagamé, maintenant nous sommes trop vus. Nos « combines » ne passent plus.

Vous avez dit « sommet pour la paix » dans l'Est du Congo? On en est encore loin.

Boniface MUSAVULI

Juriste, comptable et militant des droits de l'Homme

(1) <http://www.sec.gov/rules/final/2012...>

(2) Parmi les mensonges les plus flagrants, on peut citer celui ayant consisté à faire passer le général James Kabarebe, actuel ministre rwandais de la défense et Bosco Ntaganda pour des « Tutsis congolais ». Le mensonge sur les « Tutsis congolais » s'est totalement dégonflé avec l'interview des généraux rwandais en exil, Patrick Karegeya et Faustin Kayumba.

(3) www.globalwitness.org/sites/...

(4) David VAN REYBROUCK, *Congo – Une histoire*, ACTES SUD, 2012, p 490.

(5) <https://www.youtube.com/watch?v=PBiOcw-vNjk>

(6) (There Is No Congo : le Congo n'existe pas : 18 mars 2009 ; « Time to End the Congo Charade »(Il est temps d'en finir avec la farce Congo : 14 août 2009 ; « The Invisible State : L'État invisible : juillet-août 2013).

(7) Charles ONANA, *Europe, Crimes et Censure au Congo, les documents qui accusent*, Ed. Duboiris, 2012.

(8) AFDL : Mouvement au nom duquel fut menée la Première Guerre du Congo.

(9) Principal mouvement armé durant la Deuxième Guerre du Congo.

(10) PPRD : Parti du Président Kabila.

(11) http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_FR.pdf.

New York: Ban Ki-Moon confirme les tirs du M23 sur le Rwanda

Radiokapi.net
31 août 2013

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon a confirmé vendredi 30 août dans un communiqué que les rebelles du M23 avaient tiré en direction du territoire rwandais, malgré les affirmations de Kigali mettant en cause les forces gouvernementales congolaises. Ban Ki-Moon a condamné en particulier les tirs non ciblés émanant du M23 qui ont causé des morts, des blessés et des dégâts matériels dans la population civile à l'Est de la RDC et dans les zones frontalières au Rwanda ainsi que parmi les casques bleus.

Le Secrétaire général de l'ONU a encouragé « toutes les parties prenantes à poursuivre un processus politique global qui s'attaque aux causes profondes du conflit » à l'Est de la République démocratique du Congo. Il a également appelé tous les acteurs régionaux concernés à exercer la plus grande retenue et à s'abstenir de tout acte ou de toute déclaration susceptible d'entraîner une détérioration supplémentaire de la situation.

Ban Ki-Moon a souligné que les personnes qui entravent les processus actuels et celles qui enfreignent le droit international devront répondre de leurs actes.

Le communiqué a indiqué que l'envoyée spéciale de l'ONU pour les Grands lacs, Mary Robinson et le représentant spécial pour la RDC, Martin Kobler sont engagés en ce moment dans des actions diplomatiques intenses aux fins d'améliorer la situation actuelle.

En effet, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler a effectué une visite de 24 heures au Rwanda où il a discuté de la crise militaire au Nord-Kivu et la situation sociopolitique dans la région des Grands lacs, avec la ministre Rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo et celui de la Défense, le général James Kabarebe.

De son côté, l'armée sud-africaine a sévèrement mis en garde les rebelles du M23 contre toute tentative de reprendre Goma qu'ils avaient occupée en novembre 2012. Le chef du commandement conjoint sud-africain, le lieutenant général Derrick Mgwebi l'a déclaré vendredi 30 août au cours d'un point de presse à Pretoria.

L'Afrique du Sud compte mille trois cent quarante-cinq soldats détachés au sein de la nouvelle brigade d'intervention déployée par la Mission des Nations unies dans l'Est de la RDC.

RD Congo – Belgique: Vous avez dit « plan Marshall » ?

Les ministres belges des Affaires étrangères et de la Coopération, Didier Reynders et Jean-Pascal Labille, ont annoncé mardi 24 septembre à New York que la Belgique envisageait un plan Marshall pour l'Est de la République Démocratique du Congo. Une excellente initiative, à première vue, mais qui ne tarde pas à soulever des interrogations en commençant par la timide réaction des autorités congolaises. Joseph Kabila se serait juste contenté de dire qu'il était favorable. À Kinshasa, le porte-parole du gouvernement a eu la même timide réaction : « favorable ». Même réaction à Kigali. Juste « favorables ». Étrange manque d'enthousiasme face à l'idée qu'on se fait d'un « plan Marshall », c'est-à-dire un vaste programme d'investissement multisectoriel destiné à enclencher l'essor de développement d'un pays ou d'une région sinistrée.

Une première explication viendrait de l'absence de consultation préalable des dirigeants congolais, et encore moins des populations congolaises qui en seraient bénéficiaires. Envisager un plan de développement sans consulter les « bénéficiaires » a quelque chose d'audacieux lorsqu'on considère qu'il s'agit d'une ancienne puissance coloniale. Dans tous les cas, la « générosité » ne faisant point partie de la logique des États (qui ne fonctionnent qu'en termes d'intérêts), la question du « plan Marshall » pour le Congo, initié par la Belgique, mériterait d'être abordée en mettant en perspective un certain nombre de considérations.

Le Congo est encore un pays en guerre

Engager un plan Marshall pour le Congo, dans les conditions actuelles, ne revient-il pas à mettre les charrues

avant les bœufs ? En effet, lorsqu'en 1947, les Américains décident de financer la reconstruction des pays européens, la Seconde Guerre mondiale a déjà pris fin. L'Allemagne nazie a été vaincue. On pouvait donc investir dans une certaine sérénité.

Le Congo n'est absolument pas dans la même situation. Le pays est en guerre contre le Rwanda, l'Ouganda et un réseau international de prédation orchestrant le pillage des ressources minières du sous-sol congolais. À tout moment les combats peuvent reprendre dans le Kivu. D'ailleurs, les signes annonçant de nouveaux affrontements se multiplient[1]. Aller investir des millions d'euros et de dollars dans une région comme celle-là relève d'un raisonnement digne du *tonneau des Danaïdes*.

Les pays européens sont déjà empêtrés dans des programmes de développement sans lendemain dans une autre région en proie à une violence endémique. En Palestine, les Européens financent la construction des infrastructures qui sont rasées dès le déclenchement des hostilités avec l'armée israélienne. Les ruines sont déblayées pour l'édification de nouveaux bâtiments qui sont, à leur tour, rayés de la carte. Absurde, non ! On croit jeter l'argent des Européens par la fenêtre...

On ne met pas les charrues avant les bœufs, faut-il toujours le rappeler. Il faut commencer par régler le conflit. Il faut soutenir le Congo dans ses efforts visant à reprendre le contrôle du territoire national et la maîtrise de ses frontières. Étrange réflexion des ministres belges qui parlent de « construire un pont entre le Congo et le Rwanda et non un mur ». Des propos qui résonnent comme une

accusation gratuite contre un Congo qui, en dépit des agressions à répétition qui martyrisent sa population, n'a jamais envisagé d'enfermer ses voisins derrière un mur.

Le Congo est avant tout « un pays », pas « une région géographique »

Un plan Marshall conçu dans l'intérêt des Congolais doit tenir compte du besoin existentiel du Congo en tant que « nation ». Dans l'angoisse autour des complots visant à balkaniser le Congo, il est assez surréaliste d'envisager un vaste plan de développement qui ne profiterait, pour l'essentiel, qu'à deux provinces (*le Nord-Kivu et le Sud-Kivu*) sur les 26 que compte le pays. Comment les Congolais des 24 autres provinces regarderaient leurs compatriotes du Kivu qui profiteraient d'un plan Marshall ? Les autorités belges qui connaissent assez bien le Congo doivent savoir que des mécontentements se murmurent déjà dans plusieurs provinces sur le fait que l'attention de la communauté internationale reste focalisée sur la seule région du Kivu.

Car la réalité de la guerre du Congo est qu'elle a entraîné la ruine du pays dans son ensemble suivant deux formes de destruction. Pendant que les provinces de l'Est sont détruites par les combats, les autres provinces sont détruites par l'abandon et l'inattention, l'essentiel des moyens du pays étant absorbé par l'effort de guerre. Un pays ne peut pas à la fois financer les opérations militaires dans une région et construire des routes et des écoles dans d'autres.

On évite de mettre de l'huile sur le feu en découvrant la misère qui sévit dans certaines régions, notamment de l'Ouest du Congo. Il y a des zones où le taux de pauvreté dépasse l'entendement. Jusqu'à 93 % de la population. Comment ces Congolais réagiraient en apprenant que la Belgique, l'Union européenne et la Banque mondiale vont verser plus d'un milliard de dollars pour financer des projets communs de développement qui associerait « leurs compatriotes » du Kivu et les dirigeants rwandais ?

Lorsqu'on veut briser la cohésion interne d'une nation, on ne s'y prend pas autrement.

Un plan Marshall, oui, mais pour quel résultat ?

Avant d'envisager un plan Marshall pour le Congo, la Belgique serait bien inspirée de se positionner par rapport au débat récurrent[2] autour de l'inefficacité de la politique d'aide des pays du Nord aux pays d'Afrique. Pas un seul pays d'Afrique n'a réussi à se développer grâce à l'aide fournie par les pays occidentaux, un demi-siècle après l'accession de l'Afrique à l'indépendance.

Dans son ouvrage intitulé « *L'aide fatale* », l'économiste zambienne Dambisa Moyo affirme radicalement que l'aide extérieure est mauvaise pour l'Afrique et qu'elle devrait être arrêtée[3]. En Afrique, cette aide crée la dépendance, encourage la corruption, perpétue la mal-gouvernance et la pauvreté. Pendant ce temps, les pays d'Asie et d'Amérique Latine qui ont reçu moins d'aide publique au développement semblent solidement mis sur les rails du progrès[4].

Pourquoi reproduire les logiques qui ne marchent pas sans procéder au moindre diagnostic ? Car le Congo est confronté, en plus des difficultés liées à la guerre, à d'autres formes de handicap au développement qu'on relève dans les pays où l'aide au développement *Nord-Sud* n'a produit aucun résultat durable. Une corruption endémique, un manque de structures étatiques fiables, une faible « capacité d'absorption »... L'aide fournie dans un environnement comme celui-là, est, soit détournée de ses

objectifs de départ, soit génère des structures inadaptées ou trop coûteuses pour que « le pays bénéficiaire » réussisse à en assurer la viabilité[5].

Les leçons du Zaïre de Mobutu

Par ailleurs, se pose toujours la question de la légitimité du pouvoir actuel de Kinshasa issu d'élections frauduleuses de novembre 2011. Envisager une aide ou un plan Marshall avec des dirigeants qui règnent par défi reviendrait à reproduire les mêmes erreurs que sous le règne de Mobutu. Le Maréchal zaïrois soutenu, en dépit du bon sens, par la Belgique, les États-Unis et la France, finit son règne avec une fortune personnelle équivalant au montant de la dette extérieure d'un Congo exsangue. L'aide alloué à des régimes politiques comme ceux-là devient, pour faire simple, un soutien amoral à des dirigeants corrompus maquillé en « aide au développement ».

Plus globalement, il n'est pas responsable de véhiculer l'idée selon laquelle le Congo aurait besoin d'être continuellement aidé. C'est une vision qui participe de l'asservissement des dirigeants congolais. Ces derniers misent sur l'aide extérieure alors qu'il leur suffirait de ne pas détourner ou dilapider les ressources nationales comme cela est régulièrement dénoncé[6]. En novembre 2011, le député britannique Éric Joyce a rapporté que le Congo a perdu jusqu'à 5,5 milliards de dollars[7] dans des transactions minières douteuses avec des sociétés basées dans les Îles Vierges Britanniques, peu avant la réélection contestée de Joseph Kabila. On est tenté de dire : c'était évident !

Il est en effet de notoriété publique que, comparé à d'autres pays pauvres de la planète, le Congo n'est pas un pays démuné, en termes de ressources. Bien entendu, dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale, des coups de main çà et là peuvent être envisagés. Juste des coups de main. Car il faut durablement admettre que le Congo, à l'instar de n'importe quel pays, a, pour son développement, un plus grand besoin d'investisseurs que de « généreux donateurs ».

Dès lors, l'idée d'un plan Marshall n'est pas de nature à susciter l'enthousiasme.

Boniface MUSAVULI

[1] Les pourparlers de Kampala entre le gouvernement congolais et le M23 s'enlisent. Pendant ce temps, on signale l'arrivée de 200 familles dans la zone contrôlée par le M23. Ces familles seraient des ressortissants « Rwandais » récemment expulsés de la Tanzanie. Si l'information se confirme, il s'agirait d'un acte délibéré de provocation de la part du Rwanda, prélude à de nouveaux combats au nom de la protection des populations qu'on appelle abusivement les « Tutsis congolais ».

[2] <http://terangaweb.com/le-debat-sur-...>

[3] Dambisa MOYO, *L'aide fatale - Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, JC Lattès, 2009.

[4] <http://www.afrik.com/article14739.html>

[5] Cas des projets financés par l'Union européenne entre 2003 et 2011. Le rapport d'audit est commenté par Colette Braeckman sur <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/>

[6] <http://desc-wondo.org/dumping-des-s...>

[7] <http://ericjoyce.co.uk/wp-content/u...>

Ressources naturelles de la Rép. dém. du Congo

Résumé d'un document établi en mars 2002 par Pierre Baracetyse, Ing. Civil des Mines.

Or – Cuivre – Cobalt – Étain – Tantale – Uranium – Manganèse – Nickel. En 1997, la valeur des réserves d'or dans le Haut-Congo était estimée à 20 milliards d'€.

Zinc – Plomb – Fer – Tungstène – Houille – Mozanite – Cadmium – Coltan – Germanium. Le minerai dont on a le plus parlé depuis la guerre d'agression contre le Congo est la colombo-tantalite, extraite au Kivu, mieux connue sous le nom de Coltan et utilisée pour la fabrication des téléphones portables et des ordinateurs. Les propriétés semi-conductrices du Germanium en font un matériau de base de l'industrie électronique. Il est actuellement utilisé pour la puce la plus puissante du monde, en lieu et place du silicium. Il est également utilisé comme catalyseur chimique, dans les lampes fluorescentes et les équipements optiques. Certains de ses composés sont utilisés en pharmacie.

Radium – Lithium – Niobium. Le radium est un million de fois plus radioactif que l'uranium. Plusieurs sels de lithium sont utilisés en médecine et en psychiatrie. Le niobium est principalement employé dans des alliages avec différents métaux. Certains de ces alliages produisent des supraconducteurs à hautes températures.

Les Terres Rares. Les terres rares n'existent pas à l'état individuel mais en mélange dans plus de 150 minerais répertoriés, dont aucun ne présente la même répartition. La consommation mondiale des terres rares exprimée en oxydes est estimée à 25,000 t/an. Elles contiennent principalement de **l'yttrium, du lanthane, du néodyme et du praséodyme.** Ces composants sont employés dans certains alliages, mais ils sont surtout utilisés pour la fabrication de composants électroniques, de verres spéciaux, d'émaux, de lasers et d'écrans de télévision. Le praséodyme entre aussi dans la composition des électrodes au carbone employées dans les projecteurs et l'éclairage de haute intensité.

Diamant – Argent – Platine – Palladium – Corindon – Rubis – Saphir – etc.

Bitumes – Pétrole et Gaz méthane ont été signalés dans les Grands Lacs et toute leur région, dans le Bas-Congo, dans le Haut-Congo et sous l'entière de la Cuvette centrale (document confidentiel de la Banque mondiale).

Le seul site d'**Inga** avec trois centrales hydroélectriques – **d'une puissance de 5000 MW** – peut produire de l'énergie électrique demandée aujourd'hui dans beaucoup de pays d'Afrique, dont le Nigeria, la Lybie et l'Afrique du Sud ainsi que les pays européens de la Méditerranée. Ce barrage a été construit dans le Bas-Congo (chutes Livingstone), en amont de Matadi. Cette centrale électrique dite « Continentale » est alimentée par le fleuve Congo, deuxième du continent africain par sa longueur (4614 km) et deuxième du monde par l'ampleur de son bassin (3700000 km²) et de son débit régulier d'une moyenne de 42,000 m³/sec, grâce au climat équatorial et à cheval sur l'Équateur, avec des pointes de 75,000 m³/sec.

Le Congo possède également **50 % des réserves forestières de l'Afrique, soit 17 % des réserves mondiales** ainsi que **7 % des réserves d'eau douce du monde.**

Le pâturage naturel de la RDC est estimé à **plus de cinq millions d'hectares** et **ses terres cultivables pourraient nourrir plusieurs centaines de millions de personnes** (800 millions).

En résumé, le Congo est probablement le pays qui possède les plus vastes ressources du monde. Il est dès lors facile de comprendre pourquoi les prédateurs – des Occidentaux principalement – se sont rués sur ce pays, sous toutes sortes de prétextes fallacieux, pour le piller, **tout en exterminant une partie de ses habitants (+ de 10 %).**

Les transnationales occidentales sèment la mort en Afrique centrale

Résumé de 2 articles parus dans le n° 26 des « Sentiers de la Paix » (août 2000). Par Thierry De Lannoy (M.I.R) et George Bergezan (GRIP).

Cela fait deux ans que le Congo est en guerre et divisé en deux. **Cette guerre est au centre d'une gigantesque partie d'échecs entre de puissantes multinationales.** Ces multinationales agissent de manière directe ou indirecte, elles le font souvent par l'intermédiaire de 'petites' entreprises locales ou régionales qui font office de paravent. Mentionnons-en quelques-unes: De Beers, American Mineral Fields (AMFI), Anglo-American Corporation of South Africa, IDAS-Resource, Branch Energy, Branch Mining, Heritage, MIBA, Lundin, Gécamines, Biliton, Iscor, Union Minière, Cie Chinoise des Métaux non Ferreux, Exxon, Elf...

C'est une guerre économique sans merci que se livrent en Afrique dans le cadre d'une mondialisation 'bien comprise' des entreprises nord-américaines et européennes,

avec l'interférence de certaines entreprises asiatiques.

Cette guerre a provoqué une gigantesque tragédie humaine. En décembre 1999, **le HCR** avait recensé 1700000 personnes dans les camps de réfugiés. Suivant **l'IRC** (International Rescue Committee) relayé par **l'International Herald Tribune** (10/06/2000), deux ans de guerre auraient provoqué **la mort de 1700000 personnes**, rien que dans l'Est du pays, dont deux cent mille civils **tués par les armées rwandaise, ougandaise et burundaise** et les rebelles congolais, et 1500000 personnes mortes de faim et de maladies.

Il n'y a pas de génération spontanée au niveau militaire. En d'autres mots, il n'y a pas de guerre sans organisation de celle-ci: planification, logistique, entraînement, et cela demande plusieurs mois, **voire des années de préparation**, car il ne faut pas oublier les ventes et achats d'armes et d'équipements, les transports, le stockage et les zones d'entraînement.

Ces entreprises et leurs intermédiaires sont responsables de massacres, de pillages et de meurtres à grande échelle. Elles sont responsables de crimes contre l'humanité et doivent être poursuivies par la future Cour Pénale Internationale.

Les armes proviennent principalement d'Ukraine, de Russie, de Bulgarie, de Chine, de Corée du Nord, d'Afrique du Sud, d'Israël et des USA. Ce sont des armes lourdes et légères en quantités impressionnantes, dont la liste est tout simplement ahurissante : avions gros porteurs, chasseurs-bombardiers, missiles et hélicoptères de types divers, canons longue portée, fusées Katiusha, lance-grenades, lanceurs de missiles, transporteurs blindés, radars

de surveillance, matériel optique et de communication, vedettes dotées de mitrailleuses, mines antipersonnel, fusils automatiques et munitions diverses. **C'est l'armée rwandaise (celle de Kagame, N.D.L.R.) qui semble la mieux équipée.**

En outre, des usines d'armement sont également en construction en Ouganda, au Zimbabwe et en Angola. L'entraînement est fourni par des Russes, des Nord-Coréens, des Chinois, des Britanniques, des Américains et des Israéliens. Des armées privées, notamment sud-africaines, américaines et israéliennes, occupent également le terrain.

L'appareil de Bush impliqué dans le génocide au Zaïre

EIR-STRATEGIC ALERT (USA – 05.12.1996)

Il devient de plus en plus évident que divers mouvements sécessionnistes émergeant actuellement au Zaïre sont soutenus par des conglomérats géants de matières premières, dont les sièges se trouvent essentiellement en Grande-Bretagne, au Canada et aux États-Unis. Leur objectif consiste à s'emparer des énormes richesses minérales du pays, fût-ce au prix de la mort de millions d'Africains. Le 27 novembre 1996, « Le Monde » indiquait que les zones dont les rebelles prennent actuellement le contrôle (Kivu) ou qu'ils convoitent (Kasaï et Shaba), représentent ensemble la « partie utile » du Zaïre : le Kivu est considéré comme le « grenier » du pays, disposant aussi d'énormes réserves de **gaz naturel et de pétrole**, tandis que le Kasaï regorge de **diamants** et que le sous-sol du Shaba est riche en **cuivre, cobalt, manganèse, uranium et autres minerais**.

Par la suite, « Le Monde » révèle une information inédite et jusque-là confidentielle : « Le Nord-Est du Haut-Zaïre (dont le chef-lieu est Kisangani), recèlerait aussi or, diamants et pétrole ; une concession de plus de 83,000 km² (plus de trois fois la superficie du Rwanda), vient d'y être octroyée à une compagnie américaine, dont le Conseil d'Administration compte un ancien président américain, ancien chef de la CIA, et un ancien premier ministre canadien. »

De source bien informée, l'ancien président en question ne serait autre que **George Bush**, tandis que l'ancien premier ministre canadien serait **Brian Mulroney**. Tous deux siègent au Conseil d'Administration de **Barrick Gold**, conglomérat minier basé à **Toronto** (Canada) et troisième extracteur d'or au monde. Bush dirige officiellement ce Conseil d'Administration en tant que Haut Conseil honoraire.

Le 29 novembre 1996, un porte-parole de Barrick a confirmé que la société avait obtenu des droits d'exploitation de matières premières au Zaïre (*). Barrick fait partie d'un holding dénommé **Horsham Corporation**, actuellement sur le point de fusionner avec la société immobilière **Trizec**, propriété de la famille **Bronfman**. Horsham appartient au financier d'origine hongroise, **Peter Munk**, qui siège aussi au Conseil d'Administration de l'empire de presse **Hollinger** appartenant au magnat **Conrad Black**.

Munk a modelé le Conseil d'Administration de Barrick sur

celui qui avait été au départ créé par Hollinger, comprenant **Sir Henry Kissinger, la baronne Margaret Thatcher, Sir James Goldsmith**, etc. Munk a aussi des liens avec **la famille royale britannique**. Il est membre du **Club 1001**, l'association de collecte des fonds **WWF** dont le président international est **le Prince Philip**. Quant à l'héritier du trône britannique, **le Prince Charles**, il a soutenu le projet immobilier Horsham-Trizec à Ludwigsfelde (**Allemagne**). George Bush lui-même a été ordonné chevalier par **la reine Elisabeth II**.

Quand on connaît le rôle historique joué par la famille Bush **dans la promotion de l'eugénisme et de la dépopulation**, il n'est pas étonnant aujourd'hui de la voir faire de l'argent au moyen d'un génocide en Afrique (**). Dans un discours prononcé au Venezuela le 20 octobre 1996, l'ancien président américain a cyniquement déclaré que les combats entre « Hutu et Tutu » (comme il les appelle) était un don. En effet, George, mais aussi **son fils Jeb**, ont des « intérêts d'affaires » au Zaïre (***)

En fait, le père et le fils soignent les ambitions politiques de la famille. Bush senior consacre de fortes sommes, dont une partie provient de la générosité du **Révérénd Sun Myung Moon**, pour que **son fils George W.**, actuel gouverneur du Texas, puisse remporter l'investiture présidentielle républicaine en l'an 2000 (voir WI 45, 48/96). George Bush junior a déjà de facto reçu l'appui de **l'Economist**, magazine de **la City de Londres**, dans son n° du 30 novembre 1996 intitulé « Le prochain président George Bush ».

(*) À cette date, la guerre de conquête était toujours en cours et Mobutu toujours président. Barrick Gold s'est donc approprié indûment cette prétendue concession !

(**) Une des sociétés de Prescott Bush, le grand-père de G.W., a travaillé en étroite collaboration avec le sidérurgiste Fritz Thyssen, qui avait aidé le gouvernement nazi dès octobre 1923. Il fut d'ailleurs surnommé « le banquier privé d'Hitler ». (Voir « La guerre des Bush » d'Eric Laurent).

(***) G.W. Bush se pose constamment en victime, alors qu'il est le commandant en chef d'une hyperpuissance politique, économique, diplomatique et militaire qui ne cesse de s'étendre sur le monde. Il s'agit donc bien là, d'une stratégie parfaitement planifiée.

Le Congrès américain s'intéresse enfin à l'holocauste dans l'Afrique des Grands Lacs

Jooneed Khan, « La Presse »
Montréal, le 19 mai 2001

« Une catastrophe humanitaire jamais vue dans l'histoire du monde » se déroule dans l'Est du Congo-Kinshasa, ravagé et pillé par ses voisins, a dénoncé un membre de l'archevêché de Bukavu devant une commission du Congrès américaine cette semaine. « La situation dépasse l'entendement » a ajouté **le père Jean-Bosco Bahala**, en demandant au peuple américain: « Comment pouvez-vous vous taire devant pareil drame? ». « Le Congo connaît une crise humanitaire de dimension colossale », a renchéri devant les Américains **Raynold Levy**, président du **Comité de Secours International (IRC)**. Fondé en 1933 à la requête d'Albert Einstein pour secourir les opposants à Hitler, l'IRC vient de publier un rapport de terrain qui estime que la guerre dans l'Est de la RD Congo a fait **3,5 millions de morts depuis août 1998** – et que 2,5 millions d'entre eux ont été victimes de privations imposées par la guerre (déplacements, destruction de l'économie, absence de soins, etc.). Deux à trois millions de morts en excès de ce que l'on prévoit d'une telle guerre, c'est trop horrrifiant pour ne pas être corroboré de façon indépendante », a déclaré **Les Roberts**, un épidémiologiste qui a mené l'enquête de l'IRC.

« Ce qui se passe dans l'est de la RDC, n'est rien de moins qu'un holocauste au ralenti », a affirmé **Anne Udgeron**, de retour d'une mission sur place pour le compte de **Refugees International**. Plusieurs membres du Congrès sont intervenus pour dénoncer les atrocités commises dans le Nord et l'Est de la RDC occupés **par les armées de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi**. Mais la plus dure a été **Cynthia McKinney**, représentante démocrate de Géorgie, qui a dénoncé « le rôle d'entreprises américaines et européennes qui, ensemble avec le Rwanda et l'Ouganda, pillent les ressources de la RDC ».

Mme McKinney est membre de la sous-commission de la Chambre sur les opérations internationales et les droits humains. L'audience de cette semaine faisait suite à un atelier organisé par elle au Congrès le mois dernier sur le thème: « Action secrète en Afrique: un revolver fumant à Washington ». « L'Occident a continué à piller les richesses de l'Afrique post-coloniale, et a même contribué aux massacres des Africains tout en cultivant le mythe que les drames de l'Afrique sont imputables aux Africains eux-mêmes », avait-elle dit en ouvrant la réunion. « Une grande partie de ce que vous allez entendre aujourd'hui n'a pas été médiatisée à cause de fortes pressions », ajoutait-elle.

Ses invités étaient **Janine Farrell Roberts**, auteur du livre *Blood Stained Diamonds*, et **Ellen Ray**, cofondatrice du **Covert Action Quarterly (CAQ)**, **Keith Snow**, chercheur, **James R. Lyons**, ancien agent du FBI qui fut **chef des enquêtes au Tribunal international sur le Rwanda**, à Arusha, et **Wayne Madsen**, journaliste d'enquêtes et auteur de *Genocide and Covert Operations in Africa 1993-1999*.

Les révélations furent époustouflantes, et nul doute qu'elles ont été déterminantes à persuader la sous-commission du Congrès à convoquer l'audience publique de jeudi dernier. Mme Roberts a révélé que **des pressions**

« **de gens importants et riches** » avaient été exercées pour bloquer son film *The Diamond Empire* dans la série Frontline de la télévision publique aux États-Unis et son livre *Blood Stained Diamonds*. Mais elle a surtout décortiqué les liens entre le milliardaire **Maurice Tempelsman** et la multinationale **De Beers**, et l'influence qu'ils ont exercée sur la politique africaine des États-Unis dès les années 1950, en pleine lutte de décolonisation de l'Afrique.

Ellen Ray a analysé **le soutien américain** (politique, financier, diplomatique, militaire, renseignements) à divers acteurs de guerres civiles et d'invasions en Afrique **pour « balkaniser »** des géants comme le Congo et l'Angola **afin de pouvoir mieux piller leurs fabuleuses ressources**. Keith Snow a ridiculisé l'assertion de l'ancien président **Bill Clinton** voulant que la guerre au Congo fût « la première guerre mondiale de l'Afrique »: « **C'est plutôt une guerre occidentale par Africains interposés** »; il a cité le cas du géant minier **Barrick Gold**, dont George Bush père, ancien président des États-Unis et ancien chef de la CIA, est l'un des dirigeants, et **qui exploite la mine de Kilo-Moto à Bunia sous la protection de l'armée ougandaise**. « Tous les programmes de coopération militaire comme IMET, ACRI et JCET **sont des couvertures pour les activités de compagnies minières** comme Barrick, American Mineral Field, Anglo American, Lonrho et le groupe Lundin », a-t-il affirmé.

James R. Lyons a parlé de l'enquête qu'il menait pour le TPIR (Tribunal Pénal International pour le Rwanda) sur l'assassinat des présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, dans la destruction de leur avion au-dessus de Kigali le 6 avril 1994. « Ce fut l'étincelle qui déclencha la conflagration au Rwanda et tout le monde au TPIR, dont la Procureure en chef Louise Arbour, jugeait que cela tombait sous le mandat du Tribunal, a-t-il dit, **mais quand nous avons reçu des témoignages sérieux impliquant le général Paul Kagame, chef de l'Armée patriotique rwandaise, dans cet attentat terroriste, Mme Arbour ordonna de fermer le dossier** ».

Wayne Madsen a renforcé la thèse de Lyons sur l'attentat du 6 avril, **affirmant que les États-Unis – incluant Clinton – ont joué dans la tragédie rwandaise** « un rôle plus grand qu'ils ne l'ont admis ». Il a estimé qu'« il est plus que temps que le Congrès examine sérieusement **le rôle des États-Unis dans le génocide et les guerres civiles en Afrique centrale**, ainsi que le rôle des compagnies militaires privées dans des conflits ».

Grâce au feu vert de Washington, l'ONU se déploie enfin en RDC et l'attention se porte vers l'éventuel « retrait » des agresseurs ainsi que le retour des partis politiques à Kinshasa. **Mais l'holocauste continue dans le Congo occupé**. Et les évaluations de l'IRC commencent en août 1998 seulement. Or les tueries y ont débuté dès la victoire du FPR à Kigali en 1994 et **la fuite massive des réfugiés hutus, massacrés en 1996-1997** dans un « contre-génocide » à la faveur de la poussée de Kabila père sur Kinshasa. En juillet dernier, The Africa Observer, un bimensuel publié aux États-Unis, parlait de « cinq millions de morts en 10 ans dans la région des Grands Lacs africains ».

Souffrances et désespoir en Rép. dém. du Congo

Extraits des auditions du Congrès américain du jeudi 17 mai 2001. Le document complet comprend 66 pages et a été traduit de l'américain.

Résumé de l'intervention de Cynthia McKinney, Sénatrice de Géorgie, membre du Congrès.

Nous avons l'occasion de prononcer un jugement **sur l'héritage Clinton** et de mettre à jour ce que **Madeleine Allbright** et son équipe de politique étrangère ont exactement fait dans la Région des Grands Lacs d'Afrique.

Le Rwanda, l'Ouganda et leurs alliés ont commencé la guerre en RDC en août 1996, sous le prétexte de combattre les Interahamwe Hutu. Le président **Museveni** de l'Ouganda et le président **Kagame** du Rwanda ont toujours affirmé qu'en se battant en RDC ils vaincraient les Interahamwe et sécuriseraient ainsi leurs frontières, tout en évitant qu'un autre génocide à la rwandaise ne se produise. Ils persistent à maintenir cette position jusqu'à ce jour, **mais cette justification ougando-rwandaise de leur invasion de la RDC est un mensonge**. Ce qui se passe n'est pas une guerre noble pour sauver des populations civiles d'un génocide ou pour protéger la démocratie d'une tyrannie. **Au contraire, cette guerre n'est dictée que par leurs propres intérêts et leur cupidité.**

Malgré les rapports de protestations de l'Onu restés inefficaces, la communauté internationale s'est cantonnée dans le rôle de spectateur passif et a laissé ces deux hommes poursuivre leur plan qui peut être qualifié de guerre la plus vicieuse, la plus inhumaine et la plus sanglante du monde d'aujourd'hui. Le prix que la RDC et son peuple ont payé ont payé pour les actions de ces deux hommes dépasse toute mesure. **L'ampleur et le degré de sauvagerie des crimes commis par les armées ougandaise et rwandaise en RDC sont comparables aux actions horribles de l'assaut nazi en Europe de l'Est. L'IRC estime qu'en moyenne 77 000 civils ont péri chaque mois en RDC. C'est-à-dire plus de 2500 civils tués chaque jour durant les trois dernières années. Soit près de 3 000 000 en 3 ans.**

Ce que nous savons pertinemment c'est que les Forces spéciales américaines et des compagnies militaires privées financées par les États-Unis, ont armé et entraîné des troupes ougandaises et rwandaises à des actions meurtrières. Je trouve effroyable que le contribuable américain doit participer directement aux efforts militaires du Rwanda et de l'Ouganda, agresseurs dans un conflit tragique et qui sont, comme Amnesty International et Human Rights Watch l'ont confirmé, les auteurs de terribles atrocités contre les civils congolais. Nos efforts en Afrique ne sont devenus rien d'autre que le financement de belligérants auteurs de massacres de masse.

Ce qui rend ce conflit particulièrement écoeurant, c'est le rôle de compagnies américaines et européennes dans le pillage des ressources de la RDC, de concert avec le Rwanda et l'Ouganda. **Le récent rapport de l'Onu sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC**, a d'ailleurs révélé une série de constatations importantes.

En guise d'exemple, le rapport constate que la **DARA Great Lakes Industry**, dont DARA Forest est une succursale, est de connivence **avec le Ministère des Eaux, Terres et Forêts de l'Ouganda** afin d'exporter le bois.

Les pays qui achètent activement ce bois non certifié sont entre autres, **les États-Unis, la Chine, la Belgique, le Danemark, le Japon, le Kenya et la Suisse.**

Il existe un autre rapport très inquiétant de **la MISNA**, une agence de presse de l'Église Catholique, au sujet des actions menées par le Rwanda dans le contexte du pillage des ressources de la RDC. Elle déclare qu'en février de cette année, **l'armée rwandaise a construit des camps de concentration** dans la région de Numbi au Sud-Kivu, dont l'objectif est de disposer d'une main-d'œuvre suffisante pour extraire le coltan et d'autres minerais précieux. C'est cette réduction en esclaves de civils innocents et de prisonniers de guerre capturés qui a suscité des critiques sévères à l'égard du régime nazi et des autorités japonaises par les Tribunaux de crimes de guerre de Nuremberg et de Tokio.

Monsieur **Robert Raun**, président de **Resource**, une compagnie américaine qui commercialise le coltan a qualifié ce commerce florissant **de capitalisme dans sa forme la plus pure.**

Je termine par ceci : est-ce que les bases militaires américaines en Ouganda et au Rwanda et l'accès facile aux ressources de la RDC, méritent toute cette tragédie en échange ?

Résumé de l'intervention de Wayne Madsen, journaliste d'investigation, ancien de la NSA.

J'aimerais soumettre à votre débat la conduite de la politique américaine en RDC durant la plus grande partie de la dernière décennie, en particulier celle concernant la région orientale du Congo. C'est une politique qui s'est appuyée, selon moi, sur deux piliers jumeaux : aide militaire et commerce contestable.

Au moment où je vous parle, des informations en provenance de la Région des Grands Lacs continuent de faire état d'une base militaire construite par les États-Unis près de Cyangugu au Rwanda, près de la frontière congolaise. Cette base, dont on rapporte qu'elle a été construite en partie par la compagnie américaine **Brown and Root**, une subdivision de **Halliburton**, est réputée être impliquée dans l'entraînement des forces du FPR et fournir l'aide logistique à ses troupes en RDC.

Dès décembre 1996, les Forces armées américaines étaient à Bukavu, infiltrées au sein des foules de réfugiés Hutu et de celles moins nombreuses des Twa, ainsi que des guerriers Maï-Maï, et combattaient aux côtés des troupes rwandaises qui avançaient avec les rebelles de l'AFDL au Congo-Zaïre. Un agent secret militaire français affirme avoir détecté quelque 100 soldats américains dans la zone des combats de l'Est du Zaïre. Et de plus, le service de renseignement français de la DGSE rapporte que les Américains étaient au courant **de l'extermination de réfugiés Hutu par les Tutsis, aussi bien à l'intérieur du Rwanda que dans l'Est du Zaïre, et qu'ils ne faisaient rien pour intervenir.**

Plus sinistre encore, il y a des raisons de croire que **certains soldats américains** appartenant soit aux Forces spéciales, soit aux unités de mercenaires, **auraient ef-**

fectivement participé à l'extermination de certains réfugiés hutus. On sait en outre que les avions que l'armée américaine déployait à l'Est du Zaïre incluaient des hélicoptères de combat lourdement armés et blindés, utilisés typiquement par les Forces spéciales américaines. Ces hélicoptères étaient équipés de canons de 105 mm, de roquettes, de mitrailleuses, de largueurs de mines antipersonnel et, plus important encore, de détecteurs à infrarouge utilisés pendant les opérations de nuit.

Vers la fin de l'année 1996, les satellites espions américains tentaient de déterminer le nombre de réfugiés éparpillés dans la jungle, en localisant les feux de nuit, et, le jour, les bâches en plastiques recouvrant leurs abris de fortune. Curieusement, chaque fois qu'un campement était localisé par images satellites, les Forces armées rwandaises (APR) et celles des rebelles attaquaient ces sites.

La politique américaine vis-à-vis de l'Afrique durant la dernière décennie, plutôt que de s'employer à stabiliser la situation dans des pays où la guerre civile et les conflits ethniques règnent en maîtres, n'a apparemment fait que renforcer la déstabilisation. L'ancienne secrétaire d'État Madeleine Allbright, parlant des dirigeants militaires pro-USA en Afrique, qui avaient pris le pouvoir par la force pour revêtir ensuite le manteau de chefs civils, aimait les qualifier de « balises de l'espoir ».

En réalité, ces chefs d'États, parmi lesquels ceux d'Angola, d'Éthiopie, d'Érythrée, du Rwanda, du Burundi et du Congo-RDC sous L.D. Kabila, dirigent des pays dans lesquels les guerres « ethniques et civiles » **sont une occasion** pour les compagnies minières internationales dénuées de tout scrupule, de profiter de ces « crises » pour remplir leurs coffres de diamants, d'or, de cuivre, de platine et d'autres minerais spéciaux dont un, la colombotantalite, connue sous le nom de coltan, est le composant de base des microprocesseurs, circuits intégrés d'ordinateurs et de téléphones portables.

Il est plus que temps que le Congrès et l'Exécutif américains examinent sérieusement **le rôle des États-Unis dans le génocide et les guerres en Afrique centrale**, ainsi que le rôle que jouent actuellement les CMP dans d'autres régions africaines en crise.

Retour sur « Terre incognito et conspiration des États-Unis » par Remigius Kintu.

1. Le silence. « En mars 1993, je visitais le Rwanda et je vis de mes propres yeux des victimes de cette haineuse invasion. Entre le 1^{er} octobre 1990 et le 6 avril 1994, **plus de 40 000 Hutus furent massacrés dans le Nord du Rwanda par les envahisseurs Tutsi commandés par des officiers de formation américaine.** Plus d'un million de personnes furent déplacées à l'intérieur de leur propre pays. J'écrivis à la Maison Blanche, aux responsables-clés du Sénat des États-Unis et à la Chambre des Représentants et j'y joignis des photos d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés à Ruhengeri et à Byumba, dans le Nord du Rwanda. Je demandais aux dirigeants des États-Unis d'user de leur influence pour mettre fin à cette invasion insensée. **À ma surprise, il y eut un silence total!**

La même année, j'alertais **l'Institut pour la Paix des États-Unis**, une organisation quasi-gouvernementale, au sujet du carnage humain en cours au Rwanda. Il va très vraisemblablement empirer et s'étendre à toute la Région des Grands Lacs. On me répondit **qu'on n'avait**

pas de temps ni de forces à consacrer à la tragédie du Rwanda. Je n'ai pas pour autant abandonné la lutte pour la vérité et la justice et j'ai continué à frapper aux portes partout dans la ville et au-delà. Je suis allé vers les organisations religieuses et laïques en appelant à leur conscience pour qu'ils se penchent au moins sur les événements en train de se dérouler en Afrique de l'Est. Je ne peux pas comprendre pourquoi des gens qui se disent chrétiens furent aussi cyniques et insensibles à la souffrance humaine dans cette partie du monde. »...

2. Dévorer l'Afrique et prendre la part du lion.

« Toute personne qui se souvient du colonialisme sait que l'exploitation économique de l'Afrique était son principal objectif. Des administrations politiques étaient mises sur pied dans le but de défendre leur programme économique à l'étranger. Ils n'ont plus besoin aujourd'hui d'envoyer des dirigeants coloniaux. Ils utilisent plutôt leurs pantins locaux, à savoir des Mobutu, Siad Barre, Museveni, Kagame, Buyoya, Rawlings, etc. Ils mettent en place des régimes fantoches, entraînent leurs assassins de soldats à la brutalité moderne pour qu'ils puissent efficacement protéger les pilleurs et les exploiters étrangers contre le mécontentement et la colère des autochtones. »...

3. Des fours crématoires.

« Un journaliste britannique, Nick Gordon, a fait des enquêtes et rapporté que **le régime du FPR a construit des fours crématoires au Bugesera, à Ruhengeri, Byumba, Kibungu, Nyungwe et autres endroits, où des milliers de Hutus sont tués chaque jour et leurs corps brûlés dans le cadre du programme baptisé 'Travaux à haute intensité de main-d'œuvre' pendant que les responsables des États-Unis détournent les yeux.** Le régime Tutsi est en train de perpétrer un génocide au Rwanda dans le but de réduire la population Hutu pour la ramener à 'un niveau gérable'. À Gabiro, l'un des centres crématoires à l'instar d'Auschwitz, Nick rapporte que 1 000 à 2 000 Hutus sont incinérés chaque jour et leurs cendres répandues dans les champs à l'aide de tracteurs. On rapporte aussi que l'armée américaine a établi une base adjacente au centre crématoire de Bugesera. Il est dès lors impossible que les Gis n'entendent pas les grands gémissements qui chaque jour s'élèvent de l'autre côté de la clôture ; ils ne peuvent pas non plus s'empêcher de sentir l'odeur infecte de la chair humaine en train de brûler. »

De nombreux journalistes en service commandé ont raconté des histoires à dormir debout. Ceux qui connaissent l'Histoire savent que les génocides ont **toujours** été commis par les envahisseurs nomades contre les populations sédentaires, pour mettre la main sur leurs terres et sur leurs biens. Nous verrons dans la suite comment des spécialistes de tous pays ont fait des enquêtes approfondies et mis à jour la vérité. Lance Armstrong (grand ami de G.W. Bush) a aussi raconté pendant des années qu'il ne s'était pas dopé. Pratiquement tout le monde sait aujourd'hui que la plupart des sportifs se dopent... et que nos dirigeants nous manipulent.

Un enfant de l'Oncle Ho¹

Alain Ruscio

Historien, président du CID Vietnam

Si l'on devait résumer d'une formule la vie et la personnalité de Vo Nguyen Giap, celui qu'Ho Chi Minh considérait comme un de ses « fils préférés », avec Pham Van Dong, on pourrait, on devrait dire : cet homme a toujours eu un mal fou à dire « je ». Il riait lui-même beaucoup des formules lues sous la plume d'observateurs occidentaux, du type « Le vainqueur de Dien Bien Phu », « L'ennemi le plus redoutable des Français, puis des Américains ». Giap n'aimait pas personnaliser les événements, comme toujours les Vietnamiens, comme souvent les communistes. Ce n'était pas de la fausse modestie : quand il affirmait que « c'étaient les masses » qui « faisaient l'histoire », il croyait ce qu'il disait. Précisons pourtant : il ne fut pas « le père de l'armée populaire vietnamienne » ? il ne fut pas « le vainqueur de Dien Bien Phu » ? il ne fut pas « le stratège de la guerre contre les États-Unis » ? Certes, si on prend à la lettre ces formules réductrices. Mais il y fut bien pour quelque chose... En bon marxiste, Giap aurait dû reconnaître que les grands bouleversements de l'histoire du monde naissent de la rencontre entre des « éléments objectifs » et la capacité de grands hommes d'exploiter des situations. Mais, décidément, sa modestie et, je dirais, son « hochiminisme » l'en empêchaient.

J'ai eu l'insigne honneur de le rencontrer dix, vingt, trente fois, rencontres échelonnées sur une trentaine d'années et de devenir, j'ose dire, un proche. La première fois, c'était en mars 1979, à Hanoi. Le Vietnam traversait alors l'un des pires moments de son histoire. Son économie était vacillante, ses relations internationales disloquées (blocus américain, hostilité allant jusqu'à la guerre avec la Chine et les Khmers rouges), la France giscardienne n'était pas la dernière à vitupérer son ancienne colonie, le Vietnam se retrouvait dans un tête-à-tête, qu'il aurait probablement préféré éviter, avec l'URSS et le Comecon – lesquels, affaiblis, entamaient alors leur dernière décennie d'existence. Et cet homme, qui n'avait jamais douté, qui ne doutait pas, transmettait sa confiance.

Vo Nguyen Giap, né le 25 août 1911, aura consacré son siècle d'existence à la défense de deux idéaux : l'indépendance nationale de son peuple et le communisme. Dissocier les deux, tenter de choisir entre le patriote Giap et le « camarade Van » (c'était son nom dans la résistance), comme il est parfois procédé en Occident, paraît un exercice infructueux.

Né au centre du pays, tout près de ce 17^e parallèle qui avait si longtemps, trop longtemps, déchiré son pays, mais aussi dans une région connue pour ses traditions de lutte, il s'est engagé très tôt dans le mouvement national. À quinze ans, il est exclu du lycée de Hué pour participation à une manifestation nationaliste. Vers cette époque, il est déjà en contact avec le Tan Viet, Parti nationaliste aux options nettement progressistes, socialistes. Il y a déjà, alors, des noyaux communistes, qui vont progressivement s'imposer. On peut dire que, dès 1930 et la fondation d'un Parti communiste « Indochinois », le bras de fer est commencé, les deux principaux protagonistes d'une lutte titanesque sont en présence.

Le jeune Vo Nguyen Giap a entendu parler dès sa jeunesse d'un certain Nguyen Ai Quoc, le futur Ho Chi Minh,



alors éloigné du Vietnam, mais terriblement efficace dans sa lutte au sein de la III^e Internationale. Dans le pays, la réputation de ce patriote hors-norme grandit. Aussi est-ce tout naturellement qu'avec un autre jeune militant, Pham Van Dong, il prend contact avec ce Nguyen Ai Quoc. Nous sommes en 1940, la guerre vient de prendre une dimension mondiale. C'est ce noyau d'hommes déterminés, appuyé sur une mobilisation populaire croissante, qui va donner naissance au mouvement dit Viet Minh (1941), puis qui va proclamer l'indépendance du pays (1945), enfin entamer une lutte de trente années contre les envahisseurs étrangers, qu'ils aient l'étiquette colonialiste (Français) ou impérialiste (Américains).

Dans sa longue vie, Vo Nguyen Giap n'a pas eu souvent l'occasion de faire des pauses, de prendre le temps de mesurer le chemin parcouru. Et pourtant ! Quelle disproportion apparente entre sa poignée de premiers guérilleros, mal armés, peu formés, et une France colonialiste bien décidée à maintenir à tout prix le joug ! Et, plus tard, contre les USA, quel fossé entre ce qui était toujours présenté comme un « petit peuple » et la formidable armada du complexe militaro-industriel qui déversa une décennie durant, par millions de tonnes, bombes à fragmentation, napalm et dioxine !

Mais le Vietnam a vaincu, même si, hélas, Ho Chi Minh, décédé en 1969, n'a pu voir ce jour. Le 30 avril 1975, l'armée populaire mettait à bas les derniers pans de l'édifice bâti pierre à pierre par les puissances occidentales durant cent vingt années. « *Dans la vie d'un peuple, m'a dit Vo Nguyen Giap, il y a parfois des rêves, des rêves tellement beaux que l'on pourrait croire leur réalisation impossible. Eh bien ! En cet instant, nous avons pu réaliser un rêve chéri : voir enfin le pays réunifié et libre. Le pays indépendant, en paix et en marche vers le socialisme. Nous n'avons jamais eu une minute d'émotion comparable à celle-là. Et, tous, nous étions très émus, parce que nous pensions à notre Président Ho Chi Minh.* »

Adieu, camarade Van. En pensant à vous, nous aurons toujours en tête, désormais, ces vers de votre grand poète national, Nguyen Trai :

« *Notre pays a connu grandeur et décadence
Il n'a jamais manqué d'enfanter des héros.* »

¹ Article basé sur le livre-entretien, Vo Nguyen Giap, *Une Vie*, Propos recueillis par Alain Ruscio, Hanoi, 1979-2008, Paris, Éd. Les Indes Savantes, 2011